



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Juin 2022

L'ARMÉE, LES FRANÇAIS ET LA CRISE SANITAIRE

UNE ENQUÊTE INÉDITE

DR1 (CNRS) Anne Muxel, Dr Florian Opillard
et Dr Angélique Palle

ÉTUDE – n° 95



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



L'ARMÉE, LES FRANÇAIS ET LA CRISE SANITAIRE

UNE ENQUÊTE INÉDITE

DR1 (CNRS) Anne Muxel

Directrice du domaine « Défense et société » à l'IRSEM

Dr Florian Opillard

Chercheur Défense et société à l'IRSEM

Dr Angélique Palle

Chercheuse Énergie et matières premières à l'IRSEM

Pour citer cette étude

Anne Muxel, Florian Opillard et Angélique Palle, *L'armée, les Français et la crise sanitaire. Une enquête inédite*, Étude 95, IRSEM, juin 2022.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-155530-3

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

94. *L'extrémisme islamiste au nord du Mozambique : terrorisme et insécurité à Cabo Delgado*
Régio CONRADO
93. *La latence nucléaire du Japon : un levier diplomatique à double usage ?*
Timothée ALBESSARD
92. *Le régime milicien iranien en Irak – Les milices chiïtes pro-iraniennes à la conquête de l'État*
Arthur QUESNAY
91. *Facing a pandemic: African armies and the fight against COVID-19*
Anne-Laure MAHÉ and Nina WILÉN (eds)
90. *L'intervention française au Sahel et l'évolution de la doctrine de contre-insurrection*
Michael SHURKIN
89. *Observatoire de la génération Z*
Anne MUXEL
88. *Le ministère des Armées face à l'agenda Femmes, paix et sécurité – Évolution des approches et défis de mise en œuvre*
Camille BOUTRON
87. *Les Groupes djihadistes au Sahel : Une communication globale à l'épreuve des réalités locales*
Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS
86. *Defence cooperation in the 21st century*
Camille MOREL & Friederike RICHTER (eds)
85. *L'Influence sécuritaire chinoise à Singapour*
Éric FRÉCON

ÉQUIPE

Directeur

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Directrice adjointe

Marjorie VANBAELINGHEM

Directeur scientifique

Jean-Vincent HOLEINDRE

Secrétaire générale

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2022 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2009, appartient au ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Espace euratlantique - Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique - Asie - Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et menaces hybrides mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIES

Anne Muxel est directrice du domaine « Défense et société » de l'IRSEM. Elle est directrice de recherche (DR1) en sociologie et en science politique au CNRS (CEVIPOF/Sciences Po). Elle est une spécialiste reconnue des études sur la jeunesse et a mené de nombreux travaux sur la transmission des valeurs ainsi que sur les processus de socialisation dans la dynamique générationnelle. Au sein du ministère de la Défense elle a conduit des études sur les images et les attentes des jeunes à l'égard des armées. Ses travaux dans le champ de la sociologie politique s'attachent à la compréhension de la fabrique du lien des individus à la politique dans le renouvellement générationnel (formes d'expression politique, rapport au vote, au civisme et à la citoyenneté, modes de socialisation et de construction des identités politiques, valeurs, croyances et convictions). Elle a aussi consacré ses recherches à la question des phénomènes de mémoire dans leur dimension individuelle comme dans leurs implications collectives.

Contact : anne.muxel@irsem.fr ; anne.muxel@sciencespo.fr

Florian Opillard est géographe, chercheur à l'IRSEM au sein du domaine « Défense et société » et chercheur associé au Centre de recherche et de documentation sur les Amériques (IHEAL-CREDA). Agrégé de géographie et docteur de l'École des hautes études en sciences sociales (2018), il a été doctorant invité à l'Université de Berkeley (États-Unis). Ses recherches de thèse interrogeaient la dimension spatiale des conflits urbains et l'économie politique de la production urbaine contemporaine, ainsi que les processus de politisation du quotidien. Dans le cadre de ses recherches doctorales, il a réalisé une enquête comparative de plusieurs mois aux États-Unis (San Francisco) et au Chili (Valparaiso) auprès d'organisations prenant part aux luttes contre les processus de gentrification. Ses recherches actuelles analysent la production du discours sur l'adaptation des armées

au changement climatique, la transformation des systèmes de valeurs et les formes d'engagement des militaires. Il est le coordinateur scientifique du projet ANR « ARMY » (CEVIPOF/IRSEM) qui analyse les mobilisations militaires dans la crise sanitaire de la crise de la Covid-19 en Europe et aux États-Unis : <https://anrarmy.hypotheses.org>.

Contact : florian.opillard@irsem.fr

Angélique Palle est docteur en géographie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, où elle a travaillé au cours de sa thèse sur les questions d'approvisionnement et de transition énergétique, ainsi que sur les dynamiques d'intégration régionale. Depuis octobre 2017, elle est chercheuse à l'IRSEM au sein du domaine « Armement et économie de défense ». Ses travaux traitent des questions d'approvisionnement en énergie et matériaux stratégiques, de transition énergétique et des effets des changements environnementaux sur les armées. Elle est auditrice civile au sein de la 137^e promotion de l'École de guerre-terre en 2022 et participe aux travaux de l'axe transversal « Covid et Armées » qui a donné lieu au programme ANR Army (2020-2022) ainsi qu'à l'axe « Adaptation et sécurité climatique ».

Contact : angelique.palle@irsem.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	11
INTRODUCTION.....	13
I. LA PERCEPTION PAR LES FRANÇAIS DE L'INTERVENTION DES ARMÉES DANS LA CRISE SANITAIRE.....	17
Le lien des Français à l'institution militaire : entre confiance et distance.....	17
Les réactions des Français face à l'opération Résilience.....	21
Une reconnaissance des moyens nécessaires aux armées et de l'extension du périmètre de leurs missions.....	25
II. LA PERCEPTION ET LA QUALIFICATION DE LA CRISE SANITAIRE PAR LA POPULATION FRANÇAISE.....	29
Une population non préparée et fataliste.....	31
<i>La politisation du sentiment de fatalité.....</i>	<i>32</i>
<i>Les causes de la crise.....</i>	<i>34</i>
<i>L'inquiétude des Français dans un contexte de crises multiples.....</i>	<i>40</i>
Consentement et acceptabilité sociale des restrictions de liberté.....	45
Des conséquences durables.....	51
III. POUVOIR POLITIQUE ET POUVOIR MILITAIRE FACE À UNE CRISE MAJEURE.....	55
Une demande d'ordre et de verticalité dans la société française qui place les armées en position de recours.....	56
Pouvoir politique et pouvoir militaire au défi de la crise sanitaire.....	60
<i>Une intériorisation de la centralisation du pouvoir par les Français.....</i>	<i>61</i>
<i>Un jugement sévère sur l'efficacité des niveaux de responsabilité politique.....</i>	<i>69</i>
<i>Un pouvoir politique de plus en plus concurrencé par la tentation d'un pouvoir militaire.....</i>	<i>76</i>
CONCLUSION.....	81

ABRÉVIATIONS

EELV : Europe-Écologie-Les Verts

LFI : La France insoumise

LR : Les Républicains

LREM : La République en marche

PS : Parti socialiste

RN : Rassemblement national

RÉSUMÉ

L'élargissement du périmètre des missions des armées, entamé depuis une trentaine d'années, et la fin de la conscription obligatoire, coïncidant avec la relative pacification du territoire national, constituent une mutation majeure non seulement de la fonction des armées, mais aussi de la façon dont celles-ci sont perçues par les populations. L'opération Résilience, déclenchée par le président de la République dès le début de la pandémie de Covid-19, confirme la relative évidence avec laquelle le pouvoir civil saisit désormais le personnel militaire en soutien de son action. Elle a concrétisé et rendu visible l'engagement de l'État au plus haut niveau de ses fonctions régaliennes, celui de la mobilisation militaire, notamment pour signifier le caractère exceptionnel de la crise sanitaire à laquelle le pays était confronté.

Les moyens déployés et les actions concrètes des militaires auront été limités. Néanmoins, leur engagement auprès de la population, notamment dans le cadre des missions médicales lors du transport des malades, aura été l'occasion de confirmer leur fiabilité. Certes avec des nuances dans l'opinion, cette étude montre que les armées sont reconnues légitimes pour suppléer aux insuffisances, voire aux déficiences, des moyens publics, cela sur tous les fronts, guerriers, mais aussi sanitaires, environnementaux ou encore sécuritaires. Une proportion significative de la population française (43 %) va même jusqu'à accorder plus de confiance au pouvoir militaire qu'au pouvoir politique en matière de décision pour faire face à des crises majeures devenues incontrôlables. Dans un contexte d'inquiétude diffuse en raison de la succession de crises multiples exposant les populations à des risques demandant de fortes capacités d'adaptation et d'anticipation, la réponse des armées offre des ressources sur lesquelles le pouvoir civil peut s'appuyer, à condition que leurs moyens soient assurés et sans que soient remises en cause leurs capacités d'engagements dans des opérations extérieures en zones de conflit.

INTRODUCTION

Au début du printemps 2020, la France a connu, comme le reste du monde, une crise sanitaire majeure déclenchée par la pandémie de Covid-19. Son caractère soudain et inédit, l'impréparation des populations comme des pouvoirs publics pour y faire face, ont entraîné une série de mesures exceptionnelles : confinements successifs, restrictions des libertés et des mobilités, généralisation de la distanciation sociale, instauration de couvre-feux et de l'état d'urgence dans le pays, et recours à la mobilisation des armées dans le cadre de l'opération Résilience. Ce n'est pas la première fois que le pouvoir civil fait appel aux forces militaires pour pallier le déficit de compétences et de moyens dans la gestion de crises d'ampleur. Les catastrophes naturelles portant atteinte aux territoires et mettant en difficulté les populations les ont régulièrement impliquées. Ce fut le cas lors des tempêtes sur le territoire national, notamment Lothar et Martin qui ont balayé le pays les 26, 27 et 28 décembre 1999, mais aussi depuis 2008 dans le cadre de l'opération Harpie lancée pour lutter contre l'orpaillage illégal en Guyane, un fléau écologique et sécuritaire, ou encore lors de l'opération Irma en 2017 aux Antilles lors du passage de l'ouragan qui s'est abattu sur l'île de Saint-Martin et a dévasté celle-ci. Ces opérations ont rendu visibles l'élargissement du périmètre des actions des armées, par-delà leurs seules missions combattantes, et leurs interventions dans les zones de conflits où la France est engagée, leur cœur de métier. Cet élargissement entamé depuis une trentaine d'années et la fin de la conscription obligatoire et la relative pacification du territoire national, constitue une mutation majeure non seulement de la fonction des armées, mais aussi de la façon dont celles-ci sont perçues par les populations. Dans les jeunes générations, elles sont ainsi considérées de plus en plus comme des acteurs au service de la protection des populations, quelles que soient les situations de crise auxquelles celles-ci sont confrontées, et de moins en moins comme étant réduites à leurs objectifs combattants et guerriers. L'opération Résilience déclenchée par le président de

la République dès le début de la pandémie de Covid-19 confirme la relative évidence avec laquelle le pouvoir civil saisit désormais le personnel militaire en soutien de son action. Mais cela va-t-il de soi pour les populations ? Qu'en pensent les Français ? Quelle légitimité reconnaissent-ils au pouvoir politique et au pouvoir militaire dans cette situation d'exception ?

C'est un aspect peu analysé de la façon dont la crise sanitaire a été traitée par les autorités politiques et sanitaires et vécue par les populations, non seulement dans ses moments les plus intenses (printemps 2020), mais aussi dans ses temps de relative accalmie (été 2020, printemps 2021), que cette étude entend exposer¹. Ayant introduit un acteur supplémentaire de la gestion de cette crise en l'autorité militaire, elle présente les résultats d'une enquête inédite menée auprès d'un échantillon représentatif de la population française sur la perception du rôle et de la mobilisation des armées dans la crise sanitaire, dans le cadre de l'opération Résilience. Cela avec une lecture en filigrane de la façon dont se répartit aux yeux des Français l'équilibre des pouvoirs, des décisions et des compétences entre les pouvoirs civil et militaire lors des crises non conventionnelles. Plus largement, les données recueillies permettent de revisiter le lien des Français

1. Le projet ANR ARMY analyse le rôle des armées dans la gestion de la crise du Covid-19 et sa réception par les populations dans une perspective comparative (France, Italie, États-Unis, Allemagne, Suisse). Débuté en avril 2020 sous la direction d'Anne Muxel (CEVIPOF/IRSEM), il rassemble une équipe interdisciplinaire (science politique, sociologie, droit, théorie politique, géographie) de chercheurs de l'IRSEM. Nous tenons à remercier Léa Michelis, Édouard Jolly et François Delerue, membres de l'équipe ANR, pour leur collaboration à la présente étude.

Le premier axe du projet visant à analyser le rôle des armées dans la gestion de la crise sanitaire s'appuie sur une méthodologie qualitative, articulée principalement autour d'entretiens semi-directifs et de *focus group* conduits avec les acteurs civils et militaires de la gestion de crise. Le second axe interroge la perception et la réception par les populations de la mobilisation des armées dans la gestion de la crise. Il s'appuie sur une enquête quantitative menée entre février et mars 2021 auprès d'un échantillon représentatif de la population française (n=3000) personnes par l'Institut Opinion Way sur la base d'un questionnaire conçu par l'équipe de recherche. C'est cette enquête qui fait l'objet de cette étude.

à leurs armées, l'image qu'ils en ont, et de cerner l'évolution de leurs attentes en matière de sécurité et de protection pouvant leur incomber. Enfin, l'enquête rend compte de l'état d'esprit des Français durant cette période face au fléau de la pandémie, aux restrictions imposées et aux inquiétudes que cette crise inédite a pu occasionner.

I. LA PERCEPTION PAR LES FRANÇAIS DE L'INTERVENTION DES ARMÉES DANS LA CRISE SANITAIRE

LE LIEN DES FRANÇAIS À L'INSTITUTION MILITAIRE : ENTRE CONFIANCE ET DISTANCE

Les armées, comparées aux autres instances régaliennes, échappent au déficit de confiance institutionnelle qui entame les relations des Français aux organismes classiques de médiation politique et aux rouages de la démocratie représentative qui s'est progressivement généralisée depuis une trentaine d'années. Les enquêtes et mesures effectuées à ce sujet dans la période récente rappellent la bonne résistance des armées à ce climat délétère et la persistance de l'image favorable qu'en développent les citoyens. Ainsi, le Baromètre annuel de confiance politique réalisé par le CEVIPOF mesure que les trois quarts des Français (75 %) reconnaissent avoir confiance dans les armées¹. À titre de comparaison, le Parlement ou le pouvoir exécutif n'obtiennent une même reconnaissance que de quatre Français sur dix dans le meilleur des cas (38 % concernant l'Assemblée nationale, 39 % le Sénat, 38 % l'institution présidentielle et 35 % le gouvernement). Les grandes entreprises publiques et privées ou encore la justice n'en recueillent quant à elles que respectivement 52, 50 et 46 %.

Par ailleurs, les Français entretiennent un lien de familiarité avec le monde militaire, soit personnellement, soit dans le cercle des proches. Près de six hommes sur dix (58 %) au sein de notre échantillon, donc une large majorité, ont fait leur service militaire et près d'un Français sur cinq (18 %) a dans son entourage un militaire. Il existe donc un maillage relativement étroit entre la population et l'expérience militaire.

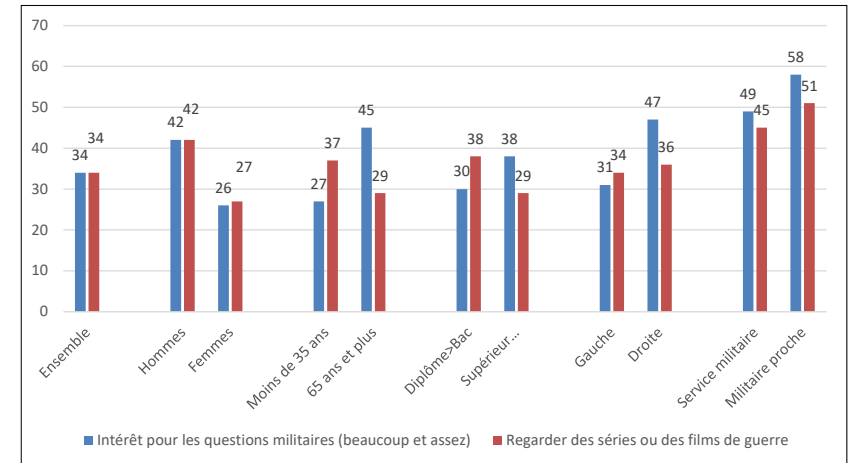
Enfin, les armées et le monde militaire ont un public réceptif aux fictions portées par les séries et les films. Un tiers des Français

1. Baromètre de confiance politique du CEVIPOF, vague 13, décembre 2021-janvier 2022.

(34 %) déclare les regarder beaucoup ou assez, et davantage les hommes que les femmes (42 % contre 27 %). Le public concerné n'est pas particulièrement jeune ; ce sont les hommes âgés de 35 ans et plus qui sont les plus amateurs, notamment au sein des segments de la population peu ou pas diplômés. Les personnes mentionnant dans leur entourage proche un militaire sont plus enclines au visionnage des films de guerre que les autres (51 %, soit +17 points comparé à l'ensemble de la population). Le fait d'avoir effectué son service militaire renforce aussi le goût pour ce secteur de consommation culturelle (45 %).

Malgré cet ensemble de dispositions favorables et ces indices de reconnaissance ou de proximité, l'enjeu de la défense nationale ne suscite que peu d'intérêt. À titre personnel, seul un tiers des Français (34 %) s'intéresse aux questions militaires *stricto sensu*, près des deux tiers (64 %) admettent ne s'y intéresser que peu ou pas du tout. Cette distance interroge dès lors qu'on la met en regard de la bonne image des armées et du niveau élevé de confiance dont elles font l'objet. La familiarité avec l'institution ne vient pas la combler. Certains écarts apparaissent liés au genre ou à l'âge (42 % des hommes contre seulement 26 % des femmes s'y intéressent et 27 % des moins de 35 ans contre 45 % des 65 ans et plus). On peut aussi observer des effets de positionnement idéologique, l'intérêt apparaissant moindre parmi les individus se situant à gauche sur l'échiquier politique que parmi ceux qui se positionnent à droite (31 % contre 47 %). Mais dans tous les cas, cette relative indifférence est toujours majoritaire. Parmi les Français témoignant d'une proximité personnelle avec les armées, le désintérêt est moins marqué que dans le reste de la population mais il reste notable (49 % parmi ceux ayant effectué leur service militaire et 58 % parmi ceux qui ont un militaire dans leur entourage proche).

Figure 1
Dispositions et intérêt des Français à l'égard des armées (%)



Comment expliquer ce qui peut se présenter comme une relation paradoxale à l'institution militaire, alliant d'un côté un socle solide de confiance et de l'autre une relative distance ? Le faible intérêt mesuré est-il un signe de détachement ou bien la marque d'une méconnaissance des actions et des missions menées par les armées dans le monde d'aujourd'hui ? Le niveau de confiance constaté résulte-t-il d'une absence de proximité et d'une relative indifférence ou bien marque-t-il une évolution de la perception du rôle des militaires dans un sens qui leur est favorable, face à un environnement indéniablement complexe et source d'anxiété ?

Avec la fin du service militaire obligatoire et la professionnalisation des armées, les attitudes antimilitaristes ont indéniablement régressé dans nos sociétés. La figure du « soldat citoyen » a été remplacée par la figure du « soldat professionnel », se déployant dans le cadre d'une armée de métier. Ce changement radical a modifié les opinions publiques, notamment dans les jeunes générations. Le sociologue américain Charles Moskos soutient qu'à l'ère des armées postmodernes l'absence de menaces de guerre sur le sol national et la fin de la conscription ont pu favoriser la montée en puissance d'un public indifférent à l'égard des armées,

et de fait moins hostile². Cette relative indifférence peut expliquer la distance et le désintérêt constaté dans notre enquête³.

Qu'en est-il du capital de confiance dont les militaires bénéficient ? L'indifférence et la méconnaissance peuvent en être l'un des ressorts mais ne suffisent pas pour comprendre le phénomène. Une autre vision du monde militaire s'est affirmée. Les armées ne sont plus une figure repoussoir et l'institution qu'elles incarnent se trouve investie de sens, de valeurs et de reconnaissance. Dans la période récente, pour faire face aux nouveaux risques que représente notamment le terrorisme, les armées sont perçues par les populations comme un vecteur de sécurisation et de protection. Par ailleurs, elles peuvent être convoquées pour suppléer à l'absence de références ou de modèles ainsi qu'au brouillage des repères entraînés par la défiance institutionnelle et la crise des médiations représentatives qui se sont installées, affectant le processus de socialisation civique et politique des individus, notamment dans les jeunes générations. Elles peuvent faire contrepoids, voire contrepoint, en dispensant des valeurs d'engagement. Enfin, la diversification des missions incombant aux armées, y compris dans le champ humanitaire ou environnemental, a pu aussi renforcer la perception de leur rôle protecteur et favoriser la bonne image et la confiance à leur endroit.

Parmi les associations spontanées exprimées par les jeunes à l'évocation du monde militaire, ce sont les missions de protection et de défense qui arrivent en premier (35 % des réponses), loin devant la guerre et le combat (13 %)⁴. Les préoccupations personnelles et collectives s'articulent ainsi aux redéfinitions

2. Charles C. Moskos, « From Institution to Occupation. Trends in Military Organization », *Armed Forces and Society*, 4:1, novembre 1977.

3. Sébastien Jakubowski utilise le terme d'indifférence positive pour décrire l'opinion des Français à l'égard des armées (*Les transformations institutionnelles de l'action publique : Armées, enseignement supérieur et enseignement scolaire*, Paris, L'Harmattan, 2021, p. 92-93).

4. Voir Anne Muxel, « Les jeunes Français pour une armée de protection », dans Barbara Jankowski, Anne Muxel, Mathias Thura (dir.), *La sociologie militaire. Héritages et nouvelles perspectives*, Oxford, Peter Lang, 2021, p. 31-51.

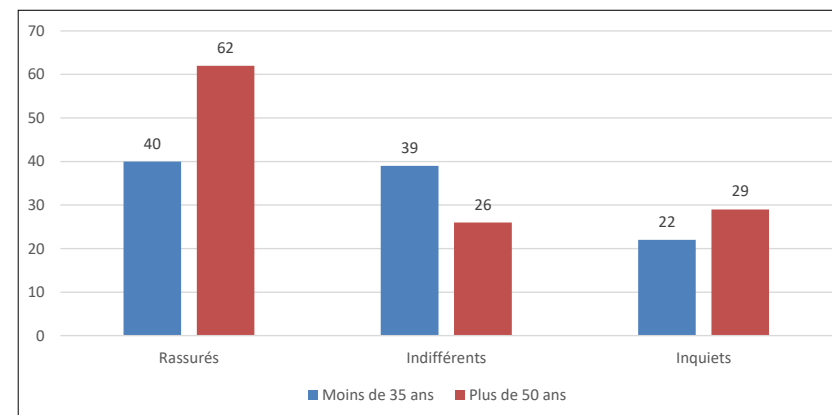
en cours du périmètre opérationnel des armées qui conduisent l'institution militaire à faire preuve d'adaptation et de résilience. Cette convergence peut contribuer au socle de confiance dont elles bénéficient, dans un contexte où les perspectives futures apparaissent aux populations peu claires et sources d'anxiété.

LES RÉACTIONS DES FRANÇAIS FACE À L'OPÉRATION RÉSILIENCE

Lorsque Emmanuel Macron et son gouvernement décident de faire appel à l'armée en mars 2020 en soutien de sa gestion de la crise sanitaire, la majorité des Français (54 %) s'est sentie rassurée, 31 % d'entre eux ont éprouvé de l'indifférence et 14 % de l'inquiétude. Les femmes sont alors plus inquiètes que les hommes (+8 points) et les personnes âgées de plus de 50 ans sont les plus rassurées et les moins indifférentes à la mobilisation de l'armée. Les populations les plus jeunes sont quant à elles à la fois les plus inquiètes et les plus indifférentes : 39 % des moins de 35 ans sont indifférents tandis que 22 % sont inquiets (contre respectivement 26 % et 9 % parmi les plus de 50 ans).

Figure 2

Réactions des Français à l'annonce de la mobilisation des armées dans la crise sanitaire selon l'âge (%)

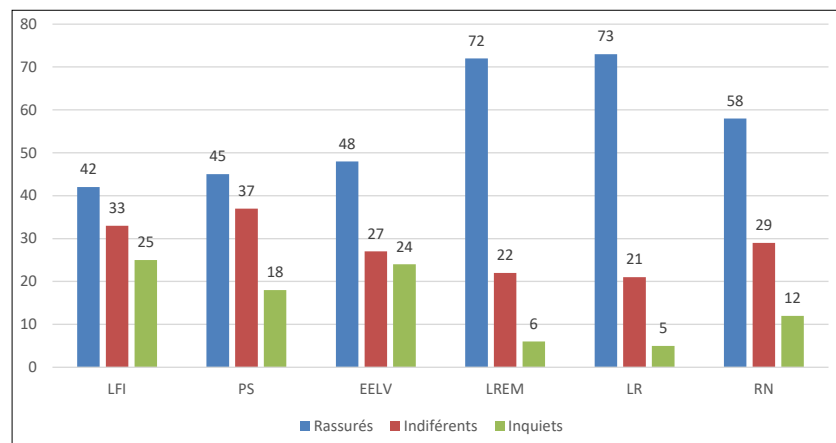


Des disparités régionales entre l'Île-de-France et les autres régions sont constatées. 45 % seulement des Franciliens se sont sentis rassurés par l'intervention militaire, contre 56 % des provinciaux. Les actifs sont les moins rassurés et les plus inquiets (17 %) alors que les inactifs – on retrouve là l'effet de l'âge –, sont 61 % à se dire rassurés et 9 % seulement inquiets. Des différences sont aussi visibles dans le revenu mensuel du foyer : 49 % des personnes déclarant un revenu de moins de 1 000 euros par mois se déclarent rassurées contre 60 % des revenus mensuels de 3 500 euros et plus.

La sympathie pour la majorité au pouvoir, mais aussi un positionnement à droite de l'échiquier partisan, ont une incidence sur le ressenti qui s'exprime : seuls 44 % des sympathisants de gauche se sont sentis rassurés par l'intervention militaire (contre respectivement 72 % des sympathisants de La République en marche (LREM) et des Républicains (LR) et 58 % des proches du Rassemblement national (RN).

Figure 3

Réactions des Français à l'annonce de la mobilisation des armées dans la crise sanitaire selon la proximité partisane (%)



L'opération Résilience déclenchée à l'occasion de la crise sanitaire a été l'occasion d'un déploiement de plus de 3 000 personnels militaires dans des secteurs très variés allant du niveau sanitaire *stricto*

sensu (hôpitaux d'instruction militaires, hôpital de campagne), au niveau logistique (transport de matériel), en passant par l'échelon sécuritaire (surveillance de dépôts de masques). Comment cette opération a-t-elle été perçue par les Français ? Observe-t-on des différences d'appréciation ? Comment l'implication des militaires est-elle jugée dans son déploiement et dans ses effets ?

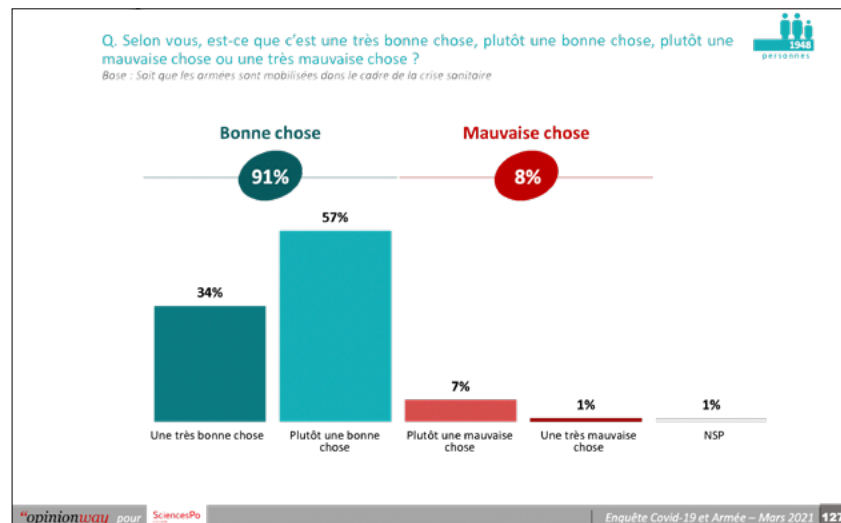
Une majorité de la population, quasi les deux tiers (64 %), a connaissance de l'intervention des forces armées dans le cadre de la crise sanitaire (64 %). Mais on observe certaines variations significatives. La dimension générationnelle est visible : le niveau de connaissance des jeunes est moindre (52 % des 18-24 ans contre 69 % des plus de 50 ans), néanmoins elle est loin d'être négligeable. Une jeune sur deux a eu connaissance de l'opération Résilience. Les catégories socio-professionnelles plus précaires ou plus en difficulté sont moins au courant de l'intervention des forces armées dans le cadre de la crise sanitaire. Toutefois, dans tous les segments socio-professionnels, la connaissance de cette intervention est toujours majoritaire. Enfin, deux éléments qualitatifs ont aussi une incidence sur le degré de connaissance de l'implication militaire : d'une part la proximité à la maladie Covid-19 et d'autre part la connaissance du fait militaire. D'un côté, le fait d'avoir été testé positif a certainement conduit les personnes concernées à s'informer davantage : 73 % d'entre elles sont au fait du recours à l'armée dans la gestion de la crise sanitaire. De l'autre, 81 % des personnes ayant un militaire dans leur entourage proche ont connaissance de l'intervention des armées (61 % lorsque ce n'est pas le cas).

On observe par ailleurs un lien entre le fait de connaître l'existence de l'opération Résilience et l'appréciation positive de la gestion de la crise sanitaire par les autorités politiques et sanitaires mais aussi de l'action des armées (91 % des personnes dans ce cas estiment que cette intervention militaire est une *bonne chose*). Ce constat est partagé par les femmes et les hommes de manière indifférenciée, et l'âge n'influe qu'à la marge sur le niveau d'adhésion à cette opinion, même si celui-ci apparaît un peu plus prononcé parmi les plus de 65 ans. Ce constat est par ailleurs unanimement

partagé quelle que soit la catégorie socio-professionnelle ou la situation géographique des personnes interrogées.

Figure 4

L'opinion des Français sur la mobilisation de l'armée dans la crise sanitaire (%)



La proximité partisane n'est pas un marqueur très discriminant, et l'adhésion à l'action menée par les armées dans le cadre de la crise sanitaire, certes avec des niveaux d'intensité différents, demeure très importante, y compris au sein des segments de la population proche de familles politiques traditionnellement réfractaires à des interventions militaires. Même au sein des forces de la gauche radicale, notamment les sympathisants de La France insoumise (LFI), ou encore parmi ceux du Parti communiste (81%) et d'Europe-Écologie-Les Verts (83%), le niveau d'adhésion à l'intervention militaire est très élevé.

Si les Français témoignent d'une appréciation assez largement positive de la mobilisation des armées, ils sont néanmoins lucides non seulement sur la question des moyens que cela suppose mais aussi sur les ressources dont elles disposent pour faire face à cette situation inédite quant à son ampleur sur le territoire national. Sur ce point, l'avis des Français reste mitigé. Une moitié

d'entre eux (50 %) considère que l'armée est suffisamment équipée pour faire face à cette crise tandis qu'une autre moitié (50 %) est d'un avis contraire, notamment les plus âgés. C'est aussi la question des moyens dévolus aux armées qui est posée.

Reste à apprécier le niveau de connaissance des Français quant aux contours des missions effectivement dévolues à l'armée dans l'opération Résilience. Qu'en retiennent-ils ?

Les plus médiatisées sont sans surprise les plus connues, avec au premier chef la construction des éléments militaires de réanimation (EMR). Celui qui a été construit à Mulhouse entre le 21 mars et le 15 mai 2020 a servi de toile de fond au discours du président de la République pour l'annonce de l'opération Résilience et les images des tentes militaires installées sur le parking de l'hôpital civil ont été largement reprises par les médias. Dans la perception qu'en a la majorité des Français (55 %), la contribution sanitaire des armées à la crise reste cantonnée à sa dimension logistique (construire un hôpital temporaire, livrer du matériel sanitaire, transférer des malades entre hôpitaux). Seul un tiers d'entre eux (35 %) a connaissance de la contribution médicale des armées à la crise (soigner les malades). Cette méconnaissance du rôle médical des armées intervient dans un cadre de baisse des effectifs de 10 % du Service de santé des armées (SSA) sur la loi de programmation militaire 2014-2019 et alors même que ce dernier est régulièrement impliqué et médiatisé dans les crises sanitaires internationales, comme lors de l'épidémie du virus Ebola entre 2013 et 2015, ou lors d'événements ayant lieu sur le territoire national, comme les attentats du 13 novembre 2015. Lors de ces événements tragiques, les hôpitaux d'instruction militaire des armées de Percy et Bégin en Île-de-France avaient alors accueilli une partie des blessés.

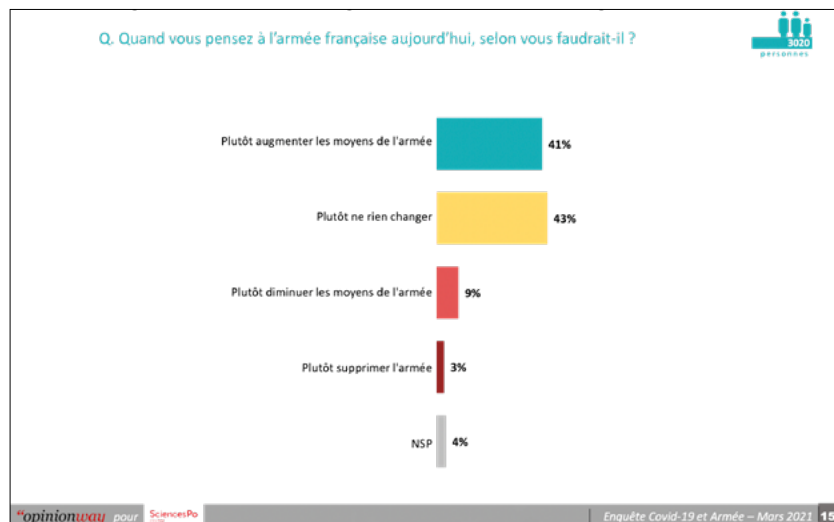
UNE RECONNAISSANCE DES MOYENS NÉCESSAIRES AUX ARMÉES ET DE L'EXTENSION DU PÉRIMÈTRE DE LEURS MISSIONS

L'un des indices de la confiance suscitée par les armées est la prise en compte par la population des moyens qui leur sont nécessaires pour exercer leurs missions. Les Français dans leur grande

majorité acquiescent à la nécessité de les conforter, voire de les renforcer : 43 % estiment qu'il ne faut rien changer et les reconduire et 41 % considèrent qu'il faudrait les augmenter. Autrement dit, 84 % n'envisagent en aucun cas de réduire les moyens de l'armée. L'institution militaire a toute sa place dans la société et elle est perçue comme un acteur essentiel au sein de l'État.

Figure 5

L'opinion des Français sur les moyens de l'armée française (%)



Ce soutien connaît cependant quelques différences selon les segments de la population. Alors que 47 % des Français peu ou pas diplômés, 40 % des ouvriers et 47 % des employés sont en faveur de cette augmentation, les diplômés de l'enseignement supérieur et les cadres ou personnes appartenant aux professions intellectuelles supérieures ne sont respectivement que 33 % à partager la même opinion. Par ailleurs, c'est dans les classes d'âge plus âgées que le soutien à l'augmentation des moyens de l'armée apparaît plus prononcé (47 % parmi les 65 ans et plus, soit +6 points par rapport à l'ensemble des Français) tandis que les plus jeunes se montrent moins convaincus par le bien-fondé de cette proposition (30 % des 18-24 ans). Ce soutien au maintien,

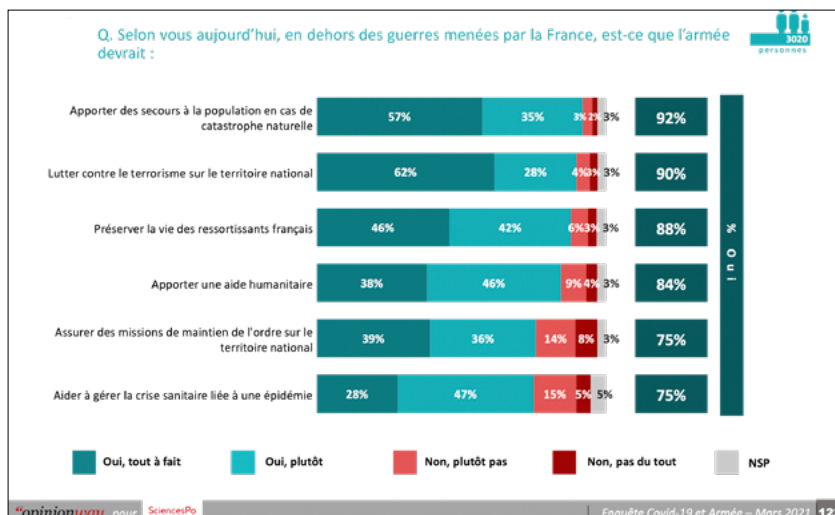
voire à l'extension des moyens de l'armée, doit être rapproché de la perception qu'ont les Français de la complexification des missions de celle-ci et de la diversité de ses tâches dans un contexte d'accroissement des menaces pouvant peser sur les populations⁵. L'institution militaire est perçue comme détentrice d'une diversité de compétences face à nombre de défis majeurs à relever. Les représentations concernant le périmètre des missions dévolues aux armées sont, à ce titre, intéressantes à analyser. Elles permettent d'apprécier la perception par les Français des futures menaces qu'elles auront à affronter.

Depuis le tournant des années 2000 et la réalité de la professionnalisation des armées et leur féminisation, la multiplication des interventions « autres que la guerre » (opérations de rétablissement ou de maintien de la paix, aide humanitaire, contrôle des armes) n'ont pas été sans incidence sur l'identité, la culture et le métier militaire, et cela est perçu par l'opinion. Les Français ont désormais des attentes dans ce domaine à partir desquelles se tissent de nouveaux liens avec les acteurs militaires. Lorsque la population est interrogée sur le périmètre d'action des forces armées, celui-ci se révèle bien plus large que les missions qui lui sont effectivement confiées. On retrouve certes des missions pour lesquelles elles sont traditionnellement mobilisées, comme par exemple la lutte contre le terrorisme sur le territoire national, que 90 % des personnes interrogées évoquent comme l'une de ses missions. D'autres missions plus éloignées de leur cœur de métier sont aussi considérées comme pouvant relever de leurs compétences, notamment en cas de crise majeure. Par exemple, c'est une majorité de Français (55 %) qui considère que l'État peut recourir aux militaires pour contribuer à la vaccination des populations dans le cadre de la pandémie de Covid-19.

5. Sur ces évolutions, on peut se reporter à plusieurs contributions de l'ouvrage de Barbara Jankowski, Anne Muxel, Mathias Thura (dir), *La sociologie militaire, op. cit.*, ou encore au livre de Sébastien Jakubowski et E. Cardona-Gil, *Les logiques de transformation des armées*, Villeneuve d'Ascq, Éditions du Septentrion, 2020.

Figure 6

L'opinion des Français sur les missions de l'armée en dehors des guerres menées par la France (%)



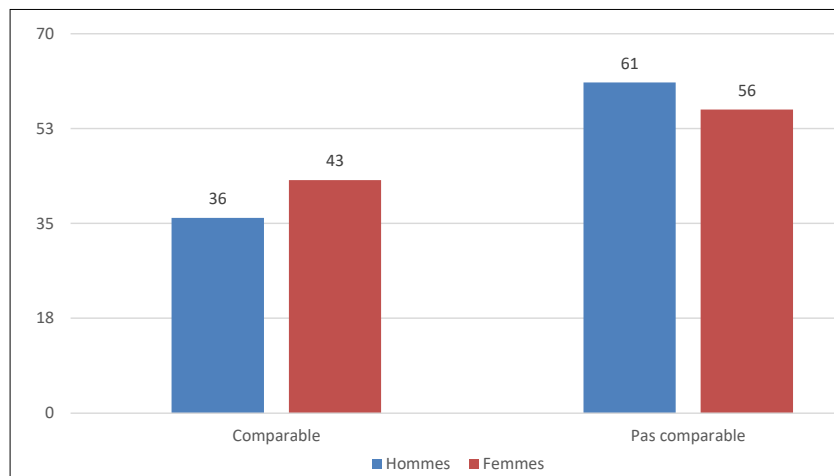
Les missions de sécurisation et de protection dans des contextes plus diversifiés sont aussi plébiscitées, et ne correspondent pas nécessairement à des interventions dans des conflits ouverts. À ce titre, 92 % des personnes interrogées considèrent qu'il est dans les missions des militaires d'intervenir pour apporter un secours à la population en cas de catastrophe naturelle, 84 % lors d'interventions humanitaires et 75 % dans le cadre d'une crise sanitaire. Ces trois données indiquent une évolution importante dans l'appréciation du rôle des armées. Les compétences des armées dans des missions logistiques ou liées à la sécurisation des populations entendue dans un sens large sont désormais reconnues. L'élargissement du périmètre de leurs actions a été rendu d'autant plus visible que des catastrophes naturelles sur le territoire national ont été médiatisées ces dernières années. L'ouragan Irma en 2017 et la tempête Alex le 2 octobre 2020 ont été l'occasion d'un déploiement important de moyens et de personnels militaires. Les armées sont désormais visibles dans des situations d'urgence variées et sont désormais reconnues comme un acteur essentiel des gestions de crise hors du champ militaire et guerrier *stricto sensu*.

II. LA PERCEPTION ET LA QUALIFICATION DE LA CRISE SANITAIRE PAR LA POPULATION FRANÇAISE

Lors de son allocution du 25 mars 2020, posté devant l'élément militaire de réanimation sur le parking de l'hôpital de Mulhouse, Emmanuel Macron annonçait le début d'une « guerre » contre le coronavirus. Ce faisant, il annonçait dans le même temps la mobilisation des armées françaises dans l'opération Résilience. Si cette rhétorique guerrière a servi à mobiliser la population derrière un mot d'ordre clair, notamment celui d'une mobilisation du secteur sanitaire de l'armée française, la perception de cette crise par la population française s'avère nuancée, voire critique de cette rhétorique. Selon notre enquête, 40 % des Français pensent en mars 2021 que le combat contre le virus est comparable à une « guerre » et se retrouvent dans les mots d'Emmanuel Macron, alors que 58 % ne souscrivent pas à cette idée. Dans ces pourcentages se dessine donc le caractère clivant du qualificatif guerrier. Son usage par le président de la République traduisait la volonté d'une mobilisation générale des pouvoirs publics et de la population. Notre enquête a été menée un an plus tard, en mars 2021, alors que le premier confinement, le plus dur, et le second, plus lâche, sont passés, et que l'ensemble de la population française n'est plus soumise qu'à un couvre-feu, qui durera à l'échelle nationale jusqu'au 6 juin 2021. L'épidémie est donc en phase de décrue, et le traumatisme du premier confinement s'éloigne. La perspective d'une sortie de crise à l'approche de l'été se précise.

Figure 7

L'opinion sur l'assimilation de la crise à une « guerre » (%)



Si 58 % des Français considèrent que cette crise n'est pas comparable à une guerre, l'enquête révèle cependant deux clivages importants. Le premier est lié au genre : alors que 36 % des hommes interrogés considèrent que la pandémie est comparable à une guerre, une proportion significativement supérieure de femmes (43 %) considère que la comparaison est pertinente. Cet écart peut s'expliquer par une plus grande familiarité des hommes aux imaginaires guerriers, associés aux batailles, aux matériels militaires, à la mobilisation des soldats et aux situations de violence que toute guerre entraîne, soit autant de référents dissuadant davantage au sein de la population masculine tout rapprochement avec une pandémie. L'adhésion plus marquée des femmes à la connotation guerrière dont le président a fait usage témoigne sans nul doute de leur inquiétude plus prononcée face à la pandémie et ses conséquences.

À ce premier clivage, s'ajoute un clivage générationnel. Si 46 % des 18-24 ans sont prêts à comparer ces événements à une guerre, ce n'est le cas que pour 34 % des plus de 65 ans. La proximité générationnelle avec les dernières guerres sur le territoire national et la connaissance directe de parents ayant participé à

la Seconde Guerre mondiale peuvent expliquer cet écart dans les réponses.

La crise sanitaire à laquelle les Français, face à un fléau d'une ampleur inédite, ont été brutalement confrontés n'est donc pas perçue de manière uniforme.

UNE POPULATION NON PRÉPARÉE ET FATALISTE

Un sentiment d'impréparation domine très largement dans la façon dont les Français, individuellement et collectivement, ont dû faire l'expérience de la crise sanitaire : 86 % d'entre eux reconnaissent n'avoir pas été personnellement préparés à ce genre de crise et 90 % estiment que cela était le cas pour l'ensemble de la population française. La grippe A (H1N1) qui a touché la France en 2009, alors jugée menaçante, a laissé un souvenir ambigu dans les mémoires : alors que les autorités avaient mobilisé les hôpitaux et communiqué sur une possible pandémie grippale, ses conséquences ont finalement été limitées¹. La discordance qui était apparue entre les discours de crise tenus par le ministère de la Santé de l'époque d'une part, et les effets réels de cette épidémie de grippe sur la population d'autre part, reste dans les mémoires. Elle a été considérée non seulement comme une fausse alerte, mais aussi comme un effet contre-productif

1. « Dynamique et impact de l'épidémie A(H1N1)2009 en France métropolitaine, 2009-2010 », *Santé publique France*, 29 juin 2020, <https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/maladies-et-infections-respiratoires/grippe/documents/article/dynamique-et-impact-de-l-epidemie-a-h1n1-2009-en-france-metropolitaine-2009-2010> [consulté en ligne le 27 avril 2022] ; *Rapport de la commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)*, Rapport n° 685, Sénat, 29 juillet 2020, 163 p., <https://www.senat.fr/rap/r09-685-1/r09-685-11.pdf> [consulté en ligne le 27 avril 2022]. Un tel précédent a été observé dans la gestion de la catastrophe Katrina en 2005 (voir Romain Huret, *Katrina 2005. L'ouragan, l'État et les pauvres aux États-Unis*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010), ou dans la préparation de la population de Saint-Martin lors de l'arrivée de l'ouragan Irma en 2017 (voir Stéphanie Defossez et Monique Gherardi, « Face au cyclone Irma ! Le rôle des populations dans la gestion de la crise à Saint-Martin (Petites Antilles, îles du Nord) », *EchoGéo* [En ligne], 51, 2020).

d'une allégeance démesurée au principe de précaution. Cela a pu amoindrir, du moins temporairement, la sensibilisation aux menaces virales à venir. Ce type de fausse alerte est bien connu des recherches sur la gestion de crise, il produit une forme d'habitude à la menace et une absence de préparation à un choc plus important.

Paradoxalement, les personnes les plus âgées, pourtant les plus vulnérables au risque pandémique, sont plus nombreuses à reconnaître leur impréparation à ce type d'événement. Alors que 21 % des 18-24 ans considèrent y avoir été personnellement préparés, c'est le cas de seulement 7 % des plus de 65 ans. De même, seuls 2 % des plus de 65 ans estiment que la population française était préparée (15 % des 18-24 ans). Cependant, comment se préparer à un événement comme celui-ci, une pandémie causée par un virus mortel, alors que dans la mémoire collective récente, peu de crises de ce type étaient advenues ?

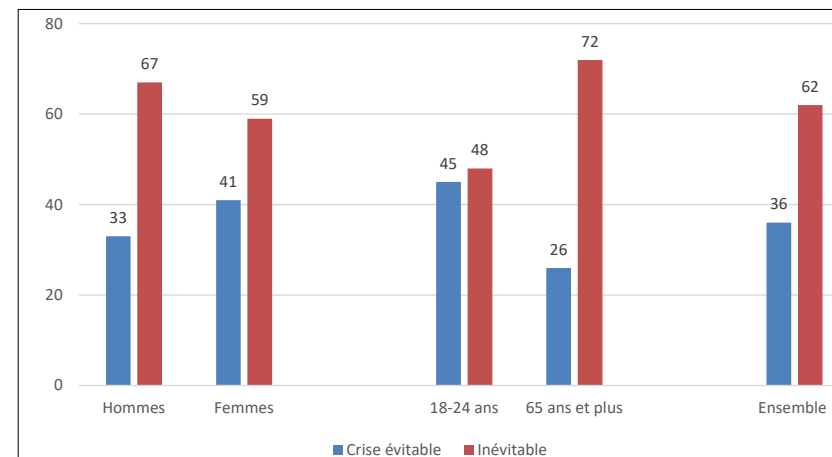
La politisation du sentiment de fatalité

Le sentiment qui domine parmi les Français est celui de la fatalité : 62 % considèrent que cette crise n'aurait pas pu être évitée, dans un contexte où la circulation des personnes est constante et généralisée à l'échelle mondiale. Les crises sanitaires quasi simultanées sur tous les continents ont certainement alimenté ce sentiment d'inéluctabilité. Bien que largement dominant, celui-ci connaît néanmoins des différences d'appréciation notables selon le genre, l'âge ou encore la proximité partisane.

Les femmes se montrent moins résolues à cette fatalité que les hommes : 41 % d'entre elles pensent que la crise sanitaire aurait pu être évitée (contre 33 % des hommes). Il en est de même des plus jeunes : 41 % des 18-24 ans contre 26 % des plus de 65 ans. Les jeunes générations, davantage socialisées et même préparées aux catastrophes à venir, sont sans doute plus attentives aux capacités d'anticipation dont doivent faire preuve les autorités politiques et sanitaires pour les prévenir ou y faire face.

Figure 8

Perception du caractère inévitable ou pas de la crise sanitaire (%)



Par-delà ces deux lignes de clivage significatives de la perception de la crise sanitaire dans la population, le positionnement politique a aussi une incidence qui mérite d'être relevée. Derrière cette appréciation quant à la fatalité de la crise, c'est aussi le jugement envers les capacités du gouvernement et du pouvoir politique à maîtriser une crise majeure qui est mesuré. Les sympathisants des forces d'opposition, et particulièrement des forces politiques radicales ou anti-système, se montrent plus critiques que les autres. Seuls 12 % des sympathisants de LREM estiment que cette crise aurait pu être évitée, contre 27 % de ceux du Parti socialiste (PS), des Verts (EELV) et des LR. Cette proportion grimpe à 47 % parmi les sympathisants de LFI et à 53 % parmi ceux du RN. Les sympathisants du parti de l'exécutif au pouvoir évoquent plus facilement l'idée de fatalité et dédouanement de fait sa responsabilité.

Tableau 1

Perception du caractère inévitable ou pas de la crise sanitaire selon la proximité partisane (%)

	La crise aurait pu être évitée	Elle était inévitable
LFI	47	52
EELV	26	74
PS	27	72
LREM	12	88
LR	27	73
RN	53	46
Sans préférence partisane	42	57
ENSEMBLE	36	62

À l'inverse, la critique de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire a été exploitée par les oppositions de gauche et de droite pour tenter de décrédibiliser l'action du gouvernement. On retrouve cette critique dans celle qui est faite de la réduction du nombre de lits à l'hôpital : 65 % des Français estiment que les restrictions budgétaires, et notamment la réduction du nombre de lits, ont été responsables de la saturation des places disponibles dans les services de réanimation. Cette opinion est soutenue par seulement 39 % des sympathisants de LREM (contre 70 % parmi ceux du RN et 81 % parmi ceux de LFI). On constate donc bien une politisation différenciée du sentiment de fatalité de la crise au sein de la population.

Les causes de la crise

Plusieurs facteurs sont pointés par les scientifiques pour expliquer la survenue des pandémies et les crises sanitaires qu'elles déclenchent, relevant principalement d'analyses épidémiologiques, géographiques ou économiques. Les premières attribuent l'émergence et la transmission de nouveaux virus en priorité à des zoonose, c'est-à-dire à des passages de virus de l'animal à l'homme

du fait de leur proximité², ou encore à une réactivation d'agents pathogènes anciens du fait de la fonte du permafrost. Dans ces interprétations, la circulation de nouveaux virus est présentée comme inéluctable du fait des contacts de plus en plus nombreux entre l'homme et l'animal à mesure que les espaces naturels sont artificialisés, ou du fait de l'action des activités humaines sur le climat. L'interprétation géographique quant à elle met en avant l'augmentation exponentielle de la circulation des biens et des personnes pour expliquer la diffusion de nouveaux agents pathogènes³. Ces circulations ne sont pas nouvelles, puisque les pestes médiévales étaient déjà notamment diffusées par les circulations transnationales importantes, mais leur ampleur et leur intensité se sont très largement accentuées, rendant quasi impossible l'arrêt de la diffusion de nouveaux virus. Enfin, des analyses économiques soulignent plusieurs éléments qui contribuent à accentuer les conséquences dévastatrices des pandémies. Les politiques de désinvestissement de l'État ont amoindri la capacité de ce dernier à faire face aux crises présentes et futures, et ont contribué à rendre les structures publiques plus vulnérables aux chocs majeurs⁴. Malgré la présence d'un corpus de doctrines et de plans pour la préparation des hôpitaux aux pandémies grippales, les services de réanimation ont été largement débordés. Cependant, il n'est pas dit qu'une stratégie d'investissement massif dans l'hôpital aurait pu éviter la saturation des services de réanimation. Le sous-investissement dans l'hôpital ne peut donc être la seule explication d'une crise qui trouve aussi son origine dans la division internationale du travail qui crée des dépendances⁵. La crise

2. Frédéric Keck, *Les sentinelles des pandémies. Chasseurs de virus et observateurs d'oiseaux aux frontières de la Chine*, Paris, Éditions du Seuil, 2021.

3. Michel Lussault, *Chroniques de géo' virale*, Lyon, Éditions 205, 2020.

4. Éloi Laurent, *Et si la santé guidait le monde ? L'espérance de vie vaut mieux que la croissance*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2020 ; Solveig Godeluc, « Hôpital : la Cour des comptes appelle à accroître les capacités de réanimation », *Les Échos*, 18 mars 2021, URL : <https://www.lesechos.fr/economie-france/social/hopital-la-cour-des-comptes-appelle-a-accroitre-les-capacites-de-reanimation-1299523>.

5. Patrice Bourdelais, « Covid-19 : un moment dans l'histoire de l'humanité. Entre ruptures et continuités », dans Thierry de Montbrial et Dominique David (dir.), *Ramses 2022. Au-delà du Covid*, 2021, p. 42-47.

sanitaire résulte aussi d'un manque de diversification des sources d'approvisionnement en équipements de protection, notamment des masques. C'est par ailleurs ce dernier manque qui a entraîné la rareté des produits d'anesthésie (le curare), ou encore des matières premières importées de Chine. À ce titre, la relocalisation de l'industrie stratégique a été évoquée comme une nécessité pour préparer les chocs à venir⁶.

Ces différentes interprétations ont largement circulé dans les médias à la faveur d'une mise en débat du caractère exceptionnel de la pandémie mondiale. Or, qu'en est-il des causes identifiées par la population française et comment celles-ci sont-elles hiérarchisées ? Celles-ci suivent globalement les interprétations ci-dessus, néanmoins avec quelques différences notables.

La première cause identifiée par les Français est l'augmentation de la mobilité dans le monde. Un quart d'entre eux (23 %) placent ce phénomène en première explication. Un clivage générationnel apparaît assez clairement : 59 % des plus de 65 ans considèrent que cette explication est valable contre seulement 32 % des 18-24 ans. Ce clivage est renforcé par un second, partisan cette fois : seuls 37 % des sympathisants de LFI et une même proportion parmi ceux du RN accèdent à cette explication tandis qu'ils sont dans ce cas 53 % parmi les proches de LREM et 56 % parmi ceux des LR.

Ce clivage générationnel et partisan peut s'expliquer de diverses manières. En premier lieu, l'analyse de la mobilité comme facteur de diffusion des maladies n'est pas une interprétation nouvelle. Elle est bien connue, notamment pour expliquer la diffusion des pestes médiévales par les parasites d'animaux qui côtoyaient les hommes au quotidien. C'est cette interprétation qui prévaut auprès des personnes les plus âgées, alors qu'elle est considérée comme secondaire par les plus jeunes. Cette interprétation comporte l'avantage d'être politiquement neutre, à la fois dans sa formulation, et dans les conséquences d'une telle affirmation : le fait de voyager n'est pas en soi un

6. Françoise Nicolas, « Démondialisation, nouvelle mondialisation ? Quelle organisation pour l'économie mondiale après la pandémie », dans *ibid.*, p. 66-71.

problème politique et le transport de nuisibles dans le déplacement s'avère de fait inévitable. Il n'est donc pas étonnant que cette interprétation soit la plus répandue et n'obéisse à aucune logique politique. En revanche, l'idée que la pandémie soit causée par les activités humaines sur l'environnement est plus problématique, puisqu'elle implique de reconnaître d'une part cette action, et d'autre part le caractère construit et politique de la crise. Cette seconde explication est mentionnée par 22 % des personnes interrogées. Les jeunes générations adhèrent davantage à cette interprétation (35 % des 18-24 ans et 45 % des 25-34 ans contre 28 % des plus de 65 ans). Ce facteur explicatif est davantage mobilisé par les personnes se positionnant à gauche (46 % des sympathisants de LFI et 61 % parmi les sympathisants écologistes (EELV)) tandis qu'il apparaît minoré au sein de la droite (24 % des sympathisants des LR et 25 % de ceux du RN).

Tableau 2

Les causes de la pandémie de Covid-19 selon l'âge et la proximité partisane (%)

	L'augmentation de la mobilité dans le monde	L'action de l'homme sur l'environnement
18-24 ans	32	35
25-34 ans	37	43
35-49 ans	43	42
50-64 ans	46	35
+ de 65 ans	59	28
LFI	46	46
EELV	51	61
PS	46	40
LREM	53	37
LR	56	24
RN	37	25
ENSEMBLE	45	36

La survenue de la crise sanitaire du fait de recherches sur les virus en laboratoire est une explication qui n'arrive qu'en troisième position (22 % des personnes interrogées). On la trouve

d'avantage parmi les jeunes (36 % des 18-24 ans) qui la considèrent comme la cause première de la pandémie.

Cette explication a l'avantage de proposer une raison unique et relativement simple de la crise, n'impliquant pas de rattacher celle-ci à la longue histoire des pandémies et de leurs modes de diffusion. Elle se distingue des explications complexes d'ordre systémique impliquant des facteurs politiques et des incertitudes. Toutefois cette interprétation est aussi le signe d'une perte de confiance de cette génération dans la véracité des explications communément admises et proposées par les institutions de l'État, et au premier chef par le gouvernement. Les études récentes sur les jeunes générations pointent la défiance grandissante qui les caractérise. L'enquête de l'Observatoire de la génération Z réalisée auprès des 16-18 ans a montré que seul un jeune sur cinq (20 %) déclare avoir confiance dans les partis politiques, et ils ne sont que 40 % à avoir confiance dans le gouvernement⁷. Seul un sur trois (33 %) a confiance dans les médias et plus des deux tiers (69 %) considèrent que la plupart du temps ceux-ci ne disent pas toute la vérité⁸. La tentation d'expliquer cette crise par une interprétation simple n'est pas sans lien avec cette défiance, notamment parce qu'elle s'inscrit dans l'idée d'une dissimulation volontaire de la fuite d'un virus de laboratoire. Plusieurs études ont montré les liens entre la défiance institutionnelle et la pénétration des théories du complot dans les jeunes générations, plus sujettes à l'usage des réseaux sociaux⁹.

Les Français reconnaissent le caractère inédit de la crise sanitaire entraînée par la pandémie de Covid-19. Pour plus du tiers d'entre eux (35 %) cette crise n'est comparable à aucune autre. Les autres la comparent à une catastrophe environnementale liée

7. Anne Muxel, *Observatoire de la génération Z*, Étude n° 89, IRSEM, 2021, p. 50.

8. *Ibid.*, p. 51.

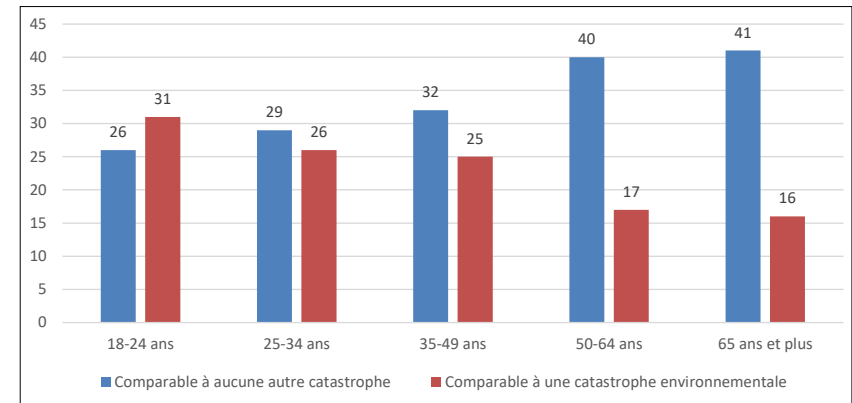
9. Vincenzo Cicchelli et Sylvie Octobre, « Fictionnalisation des attentats et théorie du complot chez les adolescents », *Quaderni*, 95, hiver 2017-2018, p. 53-64. Consulter aussi des mêmes auteurs leur chapitre « Théories du complot et radicalité informationnelle », dans Olivier Galland et Anne Muxel (dir.), *La tentation radicale. Une enquête auprès des lycéens*, Paris, PUF, 2018, p. 319-364.

à des activités humaines (feux, inondations) (22 %), à une catastrophe technique ou industrielle (Tchernobyl, AZF) (19 %), et seuls 10 % la comparent à une catastrophe naturelle. Enfin, 12 % considèrent qu'il ne s'agit pas d'une catastrophe.

Les générations les plus anciennes ont davantage tendance que les plus jeunes à considérer que cette crise est difficilement comparable à une autre. Les plus jeunes la comparent plus volontiers à une catastrophe environnementale. La préoccupation écologique configure les représentations de la crise sanitaire. Pour 59 % des Français le réchauffement climatique joue un rôle important dans l'apparition des pandémies. Cette opinion est donc assez largement répandue mais elle est encore plus marquée dans les jeunes générations (63 % des 18-24 ans et 69 % des 25-34 ans contre 47 % des 65 ans et plus).

Figure 9

La crise de la Covid-19 comparable ou pas à d'autres crises selon l'âge (%)



Enfin, pour approfondir la manière dont cette crise est perçue, l'enquête a cherché à identifier certains événements historiques desquels elle pourrait être rapprochée : 40 % des Français évoquent les grandes maladies qui ont marqué l'Histoire de France, viennent ensuite, mais loin derrière, les guerres (13 %), et de façon nettement plus rare, des soulèvements populaires, des crises économiques ou des catastrophes naturelles passées

(respectivement 1 %). Un écart générationnel se vérifie. Alors que 59 % des plus de 65 ans évoquent les maladies et les épidémies, notamment à l'occasion des gripes, ce n'est le cas que de 26 % des 18-24 ans et 25 % des 25-34 ans. Ces derniers sont aussi moins nombreux à évoquer les guerres (respectivement 10 % contre 17 % des plus de 65 ans).

À partir de ces données se dessine un clivage générationnel significatif, qui voit monter les préoccupations environnementales dans les générations les plus jeunes, qui associent la crise sanitaire à des facteurs nouveaux. Une représentation classique de la survenue des pandémies liées à la mondialisation semble maintenant coexister avec celle, propre aux jeunes générations, d'une pandémie s'inscrivant dans une crise environnementale systémique du fait des activités humaines.

L'inquiétude des Français dans un contexte de crises multiples

Alors que cette crise semble difficile à qualifier et hors normes pour une bonne partie des Français, elle suscite des inquiétudes. La pandémie de Covid-19 a d'abord fragilisé des pans entiers de l'économie qui ont été massivement soutenus par les mesures d'urgence de l'État. Ces différents secteurs économiques – le secteur festif, certains commerces ou le transport international – ont tardé à entrevoir une sortie de crise et une reprise d'activité normale, laissant ainsi planer le spectre d'une crise économique à venir. Dans le même temps, la crise a fragilisé de nombreuses personnes qui, soit du fait d'infections par le virus, soit du fait de conditions de vie difficiles pendant les confinements successifs, ont été rendues psychologiquement et physiquement vulnérables. L'obligation de distanciation sociale a induit une nouvelle grammaire de comportements et des changements profonds dans les différents registres de la vie personnelle comme de la vie collective. Qu'il s'agisse du travail, de la formation, de la sociabilité familiale et amicale, ou encore du rapport à la santé et à la mort, tous ces domaines ont été bouleversés par la nécessité d'adopter de nouveaux usages reconfigurant la vie sociale et

la vie intime des individus¹⁰. Enfin, la pandémie de Covid-19 est perçue comme l'une des prémices des catastrophes écologiques à venir¹¹, et s'inscrit dans un cycle de montée en puissance des préoccupations environnementales.

Cette obligation d'adaptation aux restrictions mises en place, dans le contexte d'incertitude d'une « crise sans fin » selon les mots du président Macron¹², suscite une forte inquiétude dans la population. En mars 2021, soit un an après le début de la pandémie, plus d'un Français sur deux (54 %) se dit inquiet pour sa situation personnelle. Cette inquiétude est encore plus forte au niveau collectif : 85 % se montrent inquiets pour l'état de la société française. L'écart entre inquiétude personnelle et inquiétude collective est habituel, et le pessimisme concernant la société française est un élément récurrent des enquêtes d'opinion. Cependant, dans le cas particulier de la pandémie, les niveaux d'inquiétude tant au plan individuel que collectif atteignent des seuils élevés. Selon les milieux sociaux, ils connaissent néanmoins certaines différences significatives. Un écart de 11 points sépare le niveau d'inquiétude concernant la vie personnelle des individus appartenant aux catégories socio-professionnelles des employés et des ouvriers (61 %) et de ceux dont les professions relèvent des cadres et des professions intellectuelles supérieures (50 %). Les premières ont le plus souffert de la dégradation du contexte économique lors de la pandémie, et ce d'autant plus qu'elles ont occupé les emplois permettant d'assurer la continuité des chaînes logistiques pendant les confinements successifs et ont été de fait les plus exposées au virus¹³.

10. Anne Muxel, *L'Autre à distance. Quand une pandémie touche à l'intime*, Paris, Odile Jacob, 2021.

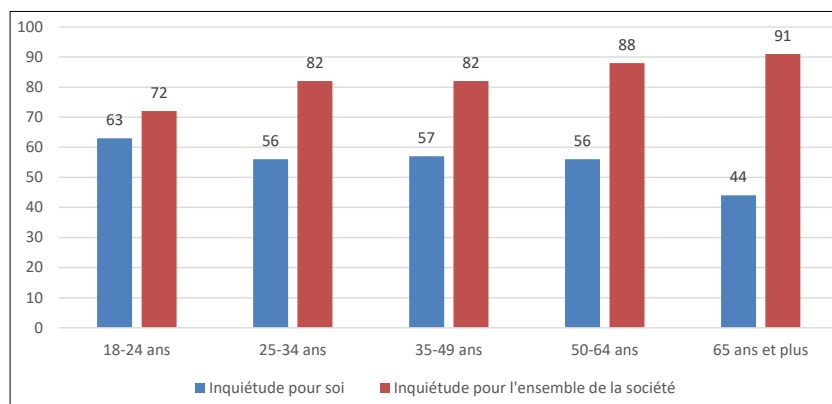
11. Éloi Laurent, « Le temps des chocs écologiques a commencé avec la Covid », *Novethic*, 12 janvier 2022, URL : <https://www.novethic.fr/actualite/economie/isr-rse/eloi-laurent-economiste-le-covid-nous-a-fait-entrer-dans-le-monde-d-apres-150481.html> [consulté le 9 mai 2022].

12. Discours d'Emmanuel Macron du 28 octobre 2020 devant 32,7 millions de téléspectateurs.

13. *Le Monde*, « Coronavirus dans des abattoirs : pourquoi des foyers d'infection apparaissent-ils ? », 18 mai 2021, URL : <https://www.lemonde.fr/planete/>

Figure 10

La crise, sujet d'inquiétude pour soi et pour la société selon l'âge (%)



Le niveau d'inquiétude connaît aussi des différences selon les classes d'âge. Alors que les plus jeunes sont les plus inquiets pour eux-mêmes, comparativement aux personnes de plus de 65 ans, ils le sont moins pour l'ensemble de la société que les personnes âgées. Ces dernières sont les plus vulnérables au virus, mais l'instabilité croissante et la précarisation des conditions de vie pour les plus jeunes ont été aggravées par la crise. Alors que l'enquête avait lieu au printemps 2021, le couvre-feu était encore en place sur l'ensemble du territoire français, rendant encore difficile l'accès à nombre d'emplois peu qualifiés occupés pour bonne partie par les jeunes actifs ou poursuivant leurs études.

Ces conditions sont donc venues renforcer un pessimisme bien ancré dans la population française, comme l'indique le Baromètre de la confiance politique dans ses différentes vagues. L'inquiétude était en 2021 le sentiment majoritaire (67 %) exprimé par la population envers la politique gouvernementale¹⁴. Comparée à celle d'autres pays en Europe, l'importance de la défiance des Français envers le gouvernement, mais aussi de

[article/2020/05/18/coronavirus-pourquoi-des-foyers-d-infection-apparaissent-ils-dans-des-abattoirs_6040056_3244.html](https://www.levain.com/fr/actualites/2020/05/18/coronavirus-pourquoi-des-foyers-d-infection-apparaissent-ils-dans-des-abattoirs_6040056_3244.html) [consulté le 9 mai 2022].

14. CEVIPOF, « En quoi les Français ont-ils confiance aujourd'hui ? », Baromètre de la confiance politique, vague 13, janvier 2022.

la forte polarisation politique de l'opinion, a pu renforcer encore l'appréciation négative de la gestion de la crise tant sur le plan sanitaire que sur le plan économique¹⁵.

La crise sanitaire prend place dans une succession de crises ayant traversé la société française, notamment depuis la crise financière et économique de 2008, ainsi que les crises sécuritaires lors des attentats perpétrés en France à partir de 2012.

Comparée à d'autres menaces ou à d'autres types de crises, la pandémie n'est pas la première préoccupation des Français. Une moitié d'entre eux (53 %) évoque d'abord la crise économique. Vient ensuite le terrorisme islamique (48 %). La pandémie arrive à la troisième place (44 %), avant le changement climatique (36 %). La perspective d'une crise économique est moins mentionnée par les jeunes générations (46 % des 18-24 ans contre 61 % des plus de 65 ans). C'est aussi le cas concernant le terrorisme islamiste. En revanche, le changement climatique est une préoccupation nettement plus saillante parmi les plus jeunes (41 % des 18-24 ans contre 28 % des plus de 65 ans). La préoccupation de la pandémie est distribuée de manière homogène selon les générations.

La hiérarchisation de ces enjeux en termes de préoccupations correspond à celle qui prévaut dans d'autres enquêtes, et notamment dans les enquêtes électorales du CEVIPOF (ENEF), qui depuis quelques années classent systématiquement au premier rang des préoccupations des Français le pouvoir d'achat (43 % en 2020 ; 57 % en 2022)¹⁶. En lien avec la pandémie, la préoccupation sanitaire concernant le système de santé s'est hissée à la seconde place, passant de 28 % en 2019 à 43 % en 2020, et on peut observer parallèlement une montée de la préoccupation pour l'environnement cette même année, qui passe de 29 % en 2019 à 39 % en 2020. En 2022, le système de santé occupe toujours

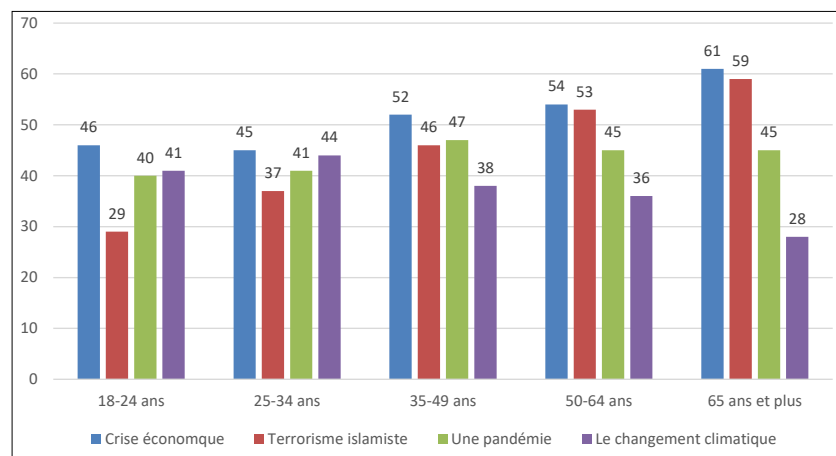
15. Sylvia Kritzinger, Martial Foucault, Romain Lachat, Julia Partheymüller, Carolina Plescia et Sylvain Brouhard, « "Rally round the flag": the Covid-19 crisis and trust in the national government », *West European Politics*, 44:5-6, 2021, p. 1205-1231.

16. Enquête électorale du CEVIPOF lors des élections municipales 2020 et ENEF élection présidentielle 2022, vague 10.

la seconde place (30 %), après le pouvoir d'achat qui arrive loin devant (57 % des réponses), une préoccupation encore renforcée par la hausse continue des prix depuis le début de la guerre en Ukraine en mars 2022.

Figure 11

Les préoccupations des Français selon l'âge (%)



Si la crise de la Covid-19 a renforcé les préoccupations relevant du système de santé et de l'environnement, celles qui relèvent des questions sociales, notamment le pouvoir d'achat, restent prédominantes. Loin de transformer les préoccupations des Français, cette crise les a donc plutôt approfondies, tout en renforçant les inquiétudes concernant les questions économiques, sociales et environnementales. Cette crise ne semble pas être identifiée comme un facteur de déstabilisation de la société. Elle est plutôt un facteur de mise en vulnérabilité de plusieurs secteurs de la société, du pouvoir d'achat au climat social, du système de santé à l'approfondissement des inégalités sociales, en passant par la crise environnementale.

CONSENTEMENT ET ACCEPTABILITÉ SOCIALE DES RESTRICTIONS DE LIBERTÉ

L'acceptabilité par les populations des restrictions liées à l'imperatif de la distanciation sociale, imposant de nouvelles normes de comportements individuels et collectifs, est non seulement centrale dans la gestion d'une crise majeure et inédite dans notre histoire telle que la crise sanitaire liée à la Covid-19, mais elle révèle aussi l'état du fonctionnement démocratique dans notre société lorsque le gouvernement fait preuve de davantage de coercition. La construction de la légitimité politique est en effet de plus en plus soumise aux attentes des citoyens en matière de consultation et de délibération collective. Le consentement des citoyens aux limitations de leurs libertés est important pour définir les hiérarchies des priorités à adopter tant elles expriment les valeurs sociales au fondement du contrat moral qui seul permet de les imposer¹⁷. Les défis sont complexes à relever et représentent une gageure d'une rare intensité pour les autorités politiques et sanitaires : l'obligation morale de protéger les Français sans mettre à mal la santé et le fonctionnement économique du pays, la défense de l'intérêt général dans la gestion du péril sanitaire sans entamer les libertés individuelles, tout en ne perdant pas de vue la nécessité de concilier l'être ensemble social et l'être ensemble intime, représentent un défi pour les politiques. Et c'est aussi pour les citoyens une mobilisation sur le long cours, supposant des efforts d'adaptation dans tous les registres de leur vie¹⁸.

Les restrictions de contact dans l'espace public ont été plus ou moins bien respectées selon les phases de la crise sanitaire et se sont quelque peu relâchées au fil du temps. Lors du premier

17. Emmanuel Hirsch, « Face à la pandémie de Covid-19, Sommes-nous prêts, encore, à consentir ? », *Le Monde*, 26 janvier 2021. Se reporter aussi à son avant-propos dans l'ouvrage collectif qu'il a dirigé, *Pandémie 2020. Éthique, société, politique*, Paris, Éditions du Cerf, 2021.

18. Pour une analyse des implications entraînées par la pandémie et la gestion de la crise sanitaire sur la vie personnelle et sur la vie collective, on peut se référer à l'ouvrage d'Anne Muxel, *L'Autre à distance*, op. cit.

confinement et des premières mesures barrières imposées, une large majorité des Français n'a pas discuté la justification des mesures adoptées. Les deux tiers d'entre eux (66 %), avec une différence entre les plus jeunes et les plus âgés (55 % des 18-24 ans contre 74 % des 65 ans et plus) ont approuvé les restrictions de liberté imposées. Dans un temps démocratique où les rouages représentatifs et les médiations politiques classiques sont mis en doute par les citoyens pour relayer leurs demandes et leurs attentes, cette adhésion des Français aux mesures de maîtrise de l'épidémie apparaît d'autant plus notoire et indique le niveau élevé de leur inquiétude face à la propagation du virus dans ce premier temps de la pandémie.

La centralité de la confiance dans l'acceptabilité sociale des restrictions est décisive. Le lien entre les niveaux de confiance institutionnelle des populations et le degré d'acceptabilité des mesures imposées est avéré. Les citoyens adoptant des positionnements politiques plus radicaux ou hors système, sont généralement plus défiants vis-à-vis des gouvernants. Cela induit des réticences notables envers toute forme d'imposition pouvant entraver leur liberté. Les Français se classant aux deux extrêmes de l'échiquier politique et partisan, bien qu'acceptant en majorité les restrictions imposées, sont plus rétifs que les autres : 48 % des sympathisants de LFI et 45 % des sympathisants du RN considèrent que les restrictions liées à la gestion de la crise sanitaire ne sont pas justifiées (33 % de l'ensemble des Français). Il est intéressant d'évaluer le degré de l'acceptabilité sociale des mesures imposées par la gestion de la pandémie par rapport à celui qui prévaudrait dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Il apparaît un peu plus élevé (70 %, soit +4 points) mais globalement comparable pour l'ensemble de la population. En revanche, seuls les sympathisants de LFI se montrent plus en retrait de toute justification de restrictions de liberté dans ce cadre (52 %, soit -18 points). Par ailleurs, selon les pays européens, de profondes différences de gestion de la pandémie par les autorités politiques sont apparues en fonction de ce niveau de confiance. Plus celui-ci est élevé, plus les gouvernements ont privilégié les recommandations sur les

obligations, plus celui-ci est faible, plus les mesures imposées l'ont été sur un mode coercitif et régalien¹⁹.

Tableau 3

Acceptabilité sociale des principales mesures adoptées dans la gestion de la crise sanitaire (mesures considérées comme tout à fait justifiées et plutôt justifiées) (%)

	Gestes barrières	Confinement	Couvre-feu	Amendes
Hommes	90	71	61	68
Femmes	89	70	56	67
18-24 ans	77	61	45	55
25-34 ans	79	62	48	57
35-49 ans	92	70	57	70
50-64 ans	92	73	61	69
65 ans et +	95	79	69	76
CSP+	90	70	58	68
CSP-	87	66	52	63
Inactif	92	74	63	70
LFI	88	71	47	56
PS	93	81	68	81
EELV	96	79	59	71
LREM	97	89	83	86
LR	98	75	68	78
RN	86	59	48	60
Aucune	88	69	55	65
ENSEMBLE	89	71	58	68

Parmi les mesures sanitaires qui sont les plus admises par les Français, les gestes barrières (distanciation physique, port du masque, utilisation du gel hydroalcoolique...) arrivent en tête : 89 % des Français les ont trouvées justifiées. Le confinement fait aussi l'objet d'une forte acceptabilité sociale, 71 % s'y

19. Antoine Bristielle, *À qui se fier ? De la crise de confiance institutionnelle à la crise sanitaire*, Paris, L'Aube/Fondation Jean-Jaurès, 2021.

sont résolus. C'est la nécessité du couvre-feu qui a été la moins admise, mais là encore une majorité de la population (58 %) jugeait la mesure justifiée. Ces différentes mesures sont acceptées de façon équivalente dans toutes les catégories socio-professionnelles et aussi bien par les hommes que par les femmes. En revanche, des clivages assez nets distinguent les plus jeunes des plus âgés ainsi que les Français se déclarant proches du RN par rapport à tous les autres. Un écart de -18 points sépare ainsi les jeunes de 18-24 ans des personnes âgées de 65 ans et plus quant à l'acceptation des gestes barrières ou du confinement, et de -24 points quant à la justification du couvre-feu. Si les gestes barrières sont admis par neuf Français sur dix, quelle que soit leur obédience politique, en revanche le confinement et le couvre-feu portant directement atteinte à la liberté de déplacement font l'objet d'une réticence plus marquée de la part des Français se déclarant proches du RN : 59 % trouvent le premier justifié et 47 % le second (contre respectivement 71 % et 58 % de l'ensemble des Français). Ce résultat est conforme aux travaux ayant montré l'existence d'un biais partisan, soit un biais cognitif incitant les individus à décoder les informations auxquelles ils sont soumis selon leurs engagements partisans²⁰. Les personnes situées aux extrêmes sont moins enclines à respecter les règles imposées et plus réceptives aux théories complotistes²¹.

La nécessité pour le gouvernement de faire respecter l'application des mesures de restrictions engagées a conduit à la mise en place de contrôles et de verbalisations pour réguler les infractions. Là encore le niveau d'acceptabilité sociale est resté sensiblement élevé. Les amendes pour non-respect du confinement ou du couvre-feu sont considérées comme justifiées par les deux tiers des Français (68 %). Et une enquête menée dans la première phase du confinement a même révélé que 43 % des Français

20. Charles Taber, Milton Lodge, « Motivated Skepticism in the Evaluation of Political Beliefs », *American Journal of Political Science*, 50:3, 2006, p. 755-769.

21. Sylvain Brouard, Pavlos Vasipoulos, Michael Becher, « Sociodemographic and Psychological Correlate of Compliance with the Covid-19 Public Health Measures in France », *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne de science politique*, 53:2, 2020, p. 253-258.

approuvaient la démarche qui consiste à signaler aux forces de l'ordre les personnes qui ne les respectaient pas²². L'acceptation des amendes est nettement moindre chez les jeunes, seuls 55 % des 18-24 ans les trouvent justifiées, et apparaît également, bien que majoritaire, nettement plus en retrait parmi les sympathisants de LFI et du RN qui se montrent en la matière plus réticents que les autres (respectivement 56 % et 60 %).

De fait, les contrôles de police ont touché une partie significative des Français (26 %), parmi lesquels 7 % l'ont été plusieurs fois. Les jeunes en ont fait l'expérience davantage que les plus âgées (32 % des 18-24 ans contre 19 % des 65 ans et plus). Mais si l'acceptabilité sociale des restrictions imposées et du contrôle de leur application par les autorités domine, y compris dans les segments de la population les plus réticents, des écarts vis-à-vis des nouvelles normes de comportements imposées ont bel et bien existé. L'enquête Vico a permis de mesurer qu'un peu plus de la moitié des répondants ont reconnu lors du premier confinement avoir dépassé les soixante minutes de sortie quotidienne autorisée, 40 % le rayon d'un kilomètre, et qu'un quart admet avoir triché avec l'attestation de déplacement dérogatoire qui devait être remplie individuellement avant toute sortie. Quelques mois plus tard, la généralisation du pass sanitaire a aussi suscité des fraudes comme autant de voies de contournement au sein d'une partie non négligeable de la population²³.

Une minorité de la population est restée depuis le début de la pandémie ostensiblement en dehors de ce nouvel ordre sanitaire, refusant frontalement le confinement ou le port du masque. Dans l'enquête qui, rappelons-le, s'est déroulée en mars 2021, 3 % des Français interrogés reconnaissent avoir personnellement participé à des manifestations pour s'opposer aux restrictions imposées. S'y ajoutent 16 % qui admettent être prêts à y participer. C'est donc un Français sur cinq (19 %) qui est sur une ligne d'opposition radicale à ces mesures. Le port du masque notamment

22. Baromètre Harris Interactive, avril 2020.

23. Au début du mois de décembre 2021, le ministère de l'Intérieur estimait à 100 000 le nombre de faux pass sanitaires en circulation sur le territoire national.

est devenu un nouvel objet de conflictualité sociale, générationnelle, territoriale et même politique. Les jeunes sont trois fois plus nombreux que les plus âgés à déclarer avoir participé à une manifestation contre le confinement ou le port du masque ou être prêts à y participer (31 % des 18-24 ans contre 9 % des 65 ans et plus). Cette disposition manifestante est aussi nettement plus élevée parmi les personnes se déclarant proches de LFI et du RN (respectivement 36 % et 28 %).

Tableau 4

Participation aux manifestations contre le confinement ou le port du masque (%)

A déjà participé ou serait prêt(e) à participer	
18-24 ans	31
65 ans et +	9
LFI	36
PS	19
EELV	18
LREM	8
LR	9
RN	28
Aucune	18
ENSEMBLE	19

Mais au-delà de la posture radicale du refus déclaré de s'y plier, une proportion significative de Français (28 %) reconnaît la justification des manifestations contre les règles fixées par le gouvernement. L'acceptabilité sociale doit ainsi compter avec une part non négligeable d'approbation de la résistance aux règles imposées. Et cette approbation apparaît là encore plus marquée dans les segments jeunes de la population et au sein des populations se reconnaissant dans les forces politiques radicales ou extrémistes. Ainsi 41 % des 18-24 ans considèrent justifié que certains refusent de se plier aux règles fixées par le gouvernement ou s'y opposent au travers de manifestations (contre 14 % des 65 ans et plus). Les sympathisants de LFI sont les plus

nombreux à souscrire à cette justification (50 %), suivis par ceux du RN (39 %).

L'acceptabilité sociale des mesures imposées a évolué dans le sens d'un desserrement du respect des contraintes. Les effets du temps ont pu introduire des doutes légitimes sur leur efficacité. Néanmoins, l'on retiendra que face à une crise sanitaire majeure et inédite, la population dans sa large majorité a souscrit au principe de précaution et de prudence, y compris en acceptant l'entame de ses libertés et de ses convenances personnelles. De cette expérience on peut penser qu'il en restera des traces dans la vie personnelle comme dans la vie collective.

DES CONSÉQUENCES DURABLES

Il est difficile d'évaluer la portée d'un événement qui perdure, mais l'on peut présager qu'à l'aune des traumatismes et de la mobilisation que la pandémie a suscités à l'échelle planétaire, pendant un temps d'une longueur inédite pour notre époque, les mémoires individuelles comme les mémoires collectives en garderont les traces. L'expérience des confinements et de la distanciation sociale a mis à l'épreuve nombre d'activités et de registres de la vie quotidienne : le travail, les apprentissages, le rapport aux soins, le rapport aux autres, la possibilité de se déplacer et de voyager, la vie familiale, ou encore les relations amoureuses ou amicales. Les arbitrages de la vie sociale dans toutes ses composantes en ont été affectés. Et c'est une très large majorité de Français qui considère que la pandémie va non seulement changer la vie privée de chacun (74 %) mais aussi la vie de tous en société (83 %).

Dans la perception de la crise sanitaire dont l'issue reste toujours incertaine, l'incidence du vécu de cette période inédite paraît être envisagée par les Français sur le long terme. Près de neuf sur dix (86 %) pensent que la pandémie laissera des traces dans la mémoire individuelle et une même proportion dans la mémoire de la société. Les jeunes sont un peu moins nombreux à partager ce constat. Parmi les 18-24 ans, 75 % se rallient à l'idée

que cette expérience fixera des traces dans leur mémoire personnelle et 79 % dans la mémoire de la société. Alors que les jeunes ont été particulièrement affectés par la crise sanitaire, ayant vu des syndromes psycho-affectifs augmenter durant cette période, et ayant été confrontés à des difficultés sur le parcours de formation et d'insertion professionnelle, on peut voir dans cet écart d'appréciation par rapport à leurs aînés une relative vitalité de leurs capacités de projection dans l'avenir. Néanmoins, les trois quarts d'entre eux reconnaissent bien la pandémie comme un marqueur mémoriel décisif, et peut-être aussi comme un marqueur générationnel dont il est trop tôt pour mesurer précisément l'impact, mais dont bien des indicateurs laissent envisager l'importance²⁴.

Les enjeux éthiques et sociétaux de la pandémie ont été évalués à la hauteur des bouleversements auxquels la société française a été confrontée. Ils se présentent comme autant de défis à relever pour maintenir une cohésion sociale et une limitation des conséquences économiques éprouvant les individus et l'ensemble de la société. Le parti pris du « quoi qu'il en coûte », proclamé par le président de la République et appliqué par le gouvernement, a permis aux Français et à certains secteurs professionnels particulièrement touchés d'assurer les conditions d'une résilience et de surmonter les effets économiques les plus ravageurs de la crise sanitaire. Pourtant, comparés aux ressortissants d'autres pays en Europe et dans le monde, les Français sont de loin les plus pessimistes et leur perception des effets de la crise sanitaire confirme une nouvelle fois cette propension²⁵.

Les enjeux éthiques et sociétaux induits par cette dernière renvoient aussi directement à la confiance des citoyens envers les responsables politiques pour en limiter les effets sur les populations et plus largement sur l'ensemble de la société. Sur ce point les avis des Français apparaissent plutôt assez pessimistes, en

24. Yaëlle Amsellem-Mainguy et Laurent Lardeux, *Jeunes. D'une crise à l'autre*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022.

25. Julien Damon, « Les Français champions du pessimisme post-Covid », *Telos*, mars 2021.

tout cas au printemps 2021. Dans notre enquête, 71 % d'entre eux considèrent que *la crise sanitaire aura entraîné des dégâts durables sur la société française dont elle aura du mal à se remettre*. Seul un quart d'entre eux (26 %) pense que *la société française dispose de suffisamment de ressources pour s'en remettre*. Les femmes se montrent plus pessimistes que les hommes (74 % contre 67 %). Elles ont pâti des conséquences de la crise davantage que les hommes, tant sur le plan familial et privé que sur le plan économique et professionnel. L'enquête Vico a confirmé l'aggravation de l'inégale division sexuée du travail domestique et des soins apportés à l'éducation des enfants durant les temps de confinement²⁶. Les employés et les ouvriers se montrent un peu plus pessimistes que les autres sur les conséquences négatives et durables de la crise sur la société française (-9 points par rapport aux cadres et professions intellectuelles supérieures). C'est aussi dans ces segments professionnels de la population que les effets de la crise sanitaire ont encore renforcé les inégalités sociales et économiques. L'expérience du confinement a accentué les inégalités présentes dans la société française. Avec la crise sanitaire, un Français sur trois a subi une perte de revenus, dont 16 % une perte importante. Et cela a concerné un tiers des ouvriers (33 %) et un quart des personnes en bas de l'échelle des revenus (moins de 1 200 euros net par mois)²⁷.

26. Cécile Charlap et Michel Grossetti, « Femmes et hommes égaux face aux contraintes du confinement ? », dans Nicolas Mariot, Pierre Mercklé et Anton Perdoncin (dir.), *Personne ne bouge. Une enquête sur le confinement du printemps 2020*, UGA Éditions, 2021, p. 125-131.

27. Baromètre de la pauvreté, IPSOS-Le Secours Populaire, 4-5 septembre 2020.

Tableau 5

Opinion sur les dégâts durables de la crise sanitaire sur la société française (%)

Dégâts durables sur la société	
Hommes	67
Femmes	74
18-24 ans	67
65 ans et +	68
CSP+	66
CSP-	75
LFI	68
PS	66
EELV	73
LREM	52
LR	75
RN	82
Aucune	75
ENSEMBLE	71

Le pessimisme se retrouve quant aux projections futures. Tout se passe comme si la crise sanitaire avait ouvert un cycle de crises risquant de se répéter. Près des deux tiers des Français (63 %) considèrent en effet que cette situation non seulement se répétera dans les temps à venir, mais qu'elle pourra même s'aggraver. Des doutes sérieux sur les capacités de nos sociétés à juguler des crises de ce type s'expriment. Seuls 34 % des Français pensent qu'elles seront de plus en plus capables de maîtriser ce type de crise. Mais là encore les jeunes se montrent sinon plus résilients, en tout cas plus confiants. Ils sont 42 % à croire en cette maîtrise.

III. POUVOIR POLITIQUE ET POUVOIR MILITAIRE FACE À UNE CRISE MAJEURE

Comme le rappelle Jean Joana, l'analyse des relations civilo-militaires ne peut éviter le questionnement de l'équilibre des pouvoirs respectifs des militaires et des politiques, mais aussi du système de leurs influences réciproques dans le processus décisionnel lors de crises majeures pouvant affecter le pays. Il évoque la crainte récurrente des acteurs politiques de voir les militaires exercer une influence et une domination « exorbitante »¹. Dans un contexte de défiance institutionnelle exacerbée, propice à une disqualification du pouvoir politique, les armées échappent à cette méfiance non seulement par l'intermédiaire de la reconnaissance de leur expertise mais aussi en raison de leur capacité d'anticipation. Cela peut leur donner une certaine ascendance, même si en dernière instance la décision revient toujours au politique. Nombre de travaux dans ce champ de recherche ont scruté les effets et les arbitrages en situation de crise de cet équilibre². Toutefois la mesure de l'opinion sur cette question est plus rare. Dans notre enquête nous avons pu apprécier la façon dont les Français, confrontés à la crise pandémique inédite, envisageaient les rôles et l'efficacité des acteurs politiques et militaires et surtout distribuaient la confiance qu'ils accordaient aux uns et aux autres. Comment les Français ont-ils envisagé les parts respectives des pouvoirs politique et militaire dans la gestion de la crise sanitaire ? Quelle a été leur perception des différents niveaux de responsabilité dans l'action publique ayant été sollicités ?

1. Jean Joana, « Les relations civilo-militaires au prisme de l'analyse des politiques publiques », dans Barbara Jankowski, Anne Muxel, Mathias Thura (dir.), *La sociologie militaire, op. cit.*, p. 235-248.

2. Barbara Jankowski, « Le dialogue politico-militaire dans les décisions d'intervention. Normes et pratiques depuis la fin des années 1990 », dans *ibid.*, p. 249-273.

UNE DEMANDE D'ORDRE ET DE VERTICALITÉ DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE QUI PLACE LES ARMÉES EN POSITION DE RECOURS

Cela fait quelques décennies que nombre de démocraties occidentales souffrent d'un déficit de confiance de la part des populations. Ce déficit s'accroît et le fossé entre les citoyens et leurs représentants ne cesse de se creuser, tout particulièrement en France depuis une trentaine d'années. Les dysfonctionnements du système démocratique sont assez largement dénoncés tandis que l'abstention et la protestation sont des recours par lesquels les Français se font entendre et expriment leur malaise grandissant. La dernière vague du Baromètre de confiance politique du CEVIPOF établit que plus de la moitié des Français (57 %) considèrent que la démocratie ne fonctionne pas bien dans notre pays, soit une opinion qui a gagné +8 points depuis le printemps 2021. Par ailleurs, parmi un ensemble d'attributs leur permettant de caractériser leur état d'esprit du moment, c'est la méfiance qui vient en second, juste après la lassitude (40 %). Près de quatre Français sur dix (37 %) en font état. À titre de comparaison, en 2009, la méfiance n'était mentionnée que par 26 % d'entre eux³. Ces indicateurs invitent à analyser les ressorts comme les défaillances de la confiance qui entament le pacte démocratique aujourd'hui en France et qui font peser certaines hypothèses sur la qualité du vivre ensemble au sein des populations et des territoires.

Cette crise de confiance diffuse, et encore renforcée par la crise sanitaire, entame le sentiment de cohésion nationale qui apparaît comme assez mitigé. Seuls 40 % des Français considèrent que la France est une nation unie malgré ses différences tandis que 56 % pensent qu'elle est un ensemble de communautés qui cohabitent les unes avec les autres. C'est dans cette relative tension entre unité et fragmentation que le vivre ensemble démocratique doit trouver des voies d'application.

3. Baromètre de confiance politique du CEVIPOF, vague 13, décembre 2021-janvier 2022.

Cependant le point le plus problématique est encore le déficit de confiance qui hypothèque les relations entre les citoyens et leurs gouvernants. La représentation politique est en crise. 77 % des Français pensent que les responsables politiques, en général *ne se préoccupent que peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme eux*. À peine un tiers d'entre eux (32 %) considèrent que les responsables politiques sont honnêtes, la très grande majorité (65 %) les pensant malhonnêtes. Seuls 21 % des Français ont confiance dans les partis politiques⁴. La réciprocité au fondement du pacte démocratique, supposant la confiance des citoyens envers leurs représentants et vice-versa, apparaît mise à mal, en tout cas dans la perception qu'en ont les Français. Seule une courte majorité d'entre eux (52 %) estime que le gouvernement fait confiance aux Français pour combattre la crise sanitaire. Ces derniers se sentent éloignés du monde de la décision politique et mal représentés par les élus. Ils sont de plus en plus nombreux à douter des capacités des pouvoirs publics à résoudre des problèmes considérés comme essentiels dans leur vie quotidienne et pour l'avenir du pays. L'échelon des politiques locales et territoriales est moins affecté par cette défiance : 65 % des Français font confiance à leur maire, 51 % à leurs conseillers régionaux et à leurs conseillers départementaux, et 45 % seulement à leur député⁵. Par ailleurs, dans le contexte de crise de la représentation politique qui sévit en France depuis de nombreuses années, la demande de participation directe des citoyens aux décisions engageant le pays se fait entendre de plus en plus. Notre enquête a pu mesurer qu'une proportion significative de citoyens, 50 %, considère que *la consultation des citoyens dans la gestion de la crise sanitaire pourrait améliorer les choses*. Cet avis apparaît plus marqué encore dans la population féminine (55 % des femmes contre 46 % des hommes), jeune (60 % des moins de 35 ans contre 36 % des 60 ans et plus), dans les catégories populaires (60 % des

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

CSP- contre 49 % des CSP+) et au sein des sympathisants de la gauche (61 % contre 32 % des sympathisants de droite)⁶.

Tableau 6

L'impact de la consultation par les citoyens sur l'amélioration de la situation sanitaire (%)

La consultation des citoyens pourrait améliorer les choses	
Hommes	46
Femmes	55
18-24 ans	59
65 ans et +	36
CSP+	49
CSP-	60
LFI	76
PS	51
EELV	58
LREM	35
LR	33
RN	61
Aucune	54
ENSEMBLE	50

L'abstention croissante enregistrée lors des élections, et ce quelle que soit la nature du scrutin, est l'un des symptômes les plus probants de cette crise de confiance démocratique, exprimant à la fois le détachement de la politique institutionnelle et le mécontentement envers les responsables politiques. Il faut voir aussi dans la propagation des idées complotistes l'impact du climat de défiance qui s'est installé. Une moitié de Français (47 %) considère que la crise sanitaire fournit l'occasion au gouvernement de surveiller et de contrôler les citoyens et une proportion

6. Enquête ANR ARMY « Perception par les Français de la mobilisation des armées dans la gestion de la crise sanitaire », réalisée par *Opinion Way*, mars 2021.

importante d'entre eux (43 %) juge probable que le gouvernement utilise la crise sanitaire pour manipuler les prochaines élections. Enfin, plus d'un Français sur deux (55 %) pensent que nos dirigeants ont connaissance de choses très importantes concernant l'épidémie de coronavirus dont les citoyens ne sont pas informés⁷. Nombreux sont aussi ceux qui se disent d'accord avec le fait que *le pays a perdu sa boussole morale* : les trois quarts (75 %) acquiescent à cette idée⁸. Une crise des repères se mêle à une crise des valeurs, une situation qui constitue un terreau favorable aux remises en cause de l'efficacité des rouages de la démocratie, et ce jusqu'à ses principes mêmes.

C'est dans ce contexte que l'ampleur de la confiance accordée à l'institution militaire trouve un écho particulier. Une demande d'autorité sourd dans l'opinion : 68 % des Français sont d'accord avec l'idée que *plutôt que d'accorder de nouveaux droits, ce dont notre pays a besoin c'est d'une bonne dose d'autorité et d'ordre*⁹. Dans cet environnement multi-crisis qui affecte la représentation politique mais aussi les conditions du vivre ensemble, l'armée est perçue par un quart des Français (27 %) comme un recours, y compris pour *diriger le pays* et donc suppléer au pouvoir politique¹⁰. En un an, la proportion de Français se rangeant à cette éventualité a progressé de 6 points, et a plus que doublé si l'on se reporte à la mesure qui avait été faite de cette proposition en 2014 (12 %)¹¹. Certains signes de déconsolidation démocratique sont donc palpables¹². Si 69 % des Français continuent de penser que *le régime démocratique est irremplaçable et que c'est le meilleur système possible*, 31 % ne partagent pas cette opinion, et l'on compte quatre Français sur dix (39 %) se rangeant derrière l'opinion que

7. Baromètre de confiance politique du CEVIPOF, vague 12b, mai 2021.

8. Baromètre de confiance politique du CEVIPOF, vague 13, décembre 2021-janvier 2022.

9. *Ibid.*

10. *Ibid.*

11. Baromètre de confiance politique du CEVIPOF, vague 4, décembre 2014.

12. Se reporter à Yasha Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2018, ou encore à Steven Levitsky et Daniel Ziblatt, *La mort des démocraties*, Paris, Calmann-Lévy, 2018.

le fait d'avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ou des élections serait une bonne chose pour le pays¹³.

Ces constats sont révélateurs d'une profonde ambivalence des attentes des citoyens à l'égard du pouvoir politique. D'un côté on assiste à une demande croissante de démocratie directe et participative émanant de segments de plus en plus nombreux de la population, y compris en lien avec des positionnements radicaux et protestataires à gauche comme à droite. D'un autre côté on voit s'affirmer une inclination pour l'ordre et des solutions autoritaires pouvant remettre en question les principes et les fondements mêmes du pacte démocratique. C'est dans cette ambivalence, encore renforcée par les crises multiples auxquelles ont été confrontés les Français ces dernières années, qu'il faut apprécier la façon dont ceux-ci évaluent les places, les rôles comme les potentialités et les ressources du pouvoir militaire en regard du pouvoir politique face à une crise majeure.

POUVOIR POLITIQUE ET POUVOIR MILITAIRE AU DÉFI DE LA CRISE SANITAIRE

La crise sanitaire a été l'occasion d'un renforcement de la présence des armées dans le débat public, et ce dès les premiers jours, à l'occasion du lancement de l'opération militaire Résilience. Dès le mois de mars 2020 la construction d'un élément militaire de réanimation sur le parking de l'hôpital civil de Mulhouse a été la vitrine la plus visible de l'engagement des armées dans le domaine médical et logistique¹⁴. Les missions des armées dans le cadre de l'opération Résilience ont été cantonnées d'une part à l'offre de soins du Service de santé des armées (SSA) qui a représenté 1 % de l'offre disponible dans le pays *via* les hôpitaux

13. Baromètre de confiance politique du CEVIPOF, vague 13, décembre 2021-janvier 2022.

14. Rapport d'information n° 501 (2019-2020) de M. Jean-Marie Bockel et Mme Christine Prunaud, sur le suivi de l'action du service de santé des armées pendant la crise sanitaire, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, déposé le 10 juin 2020.

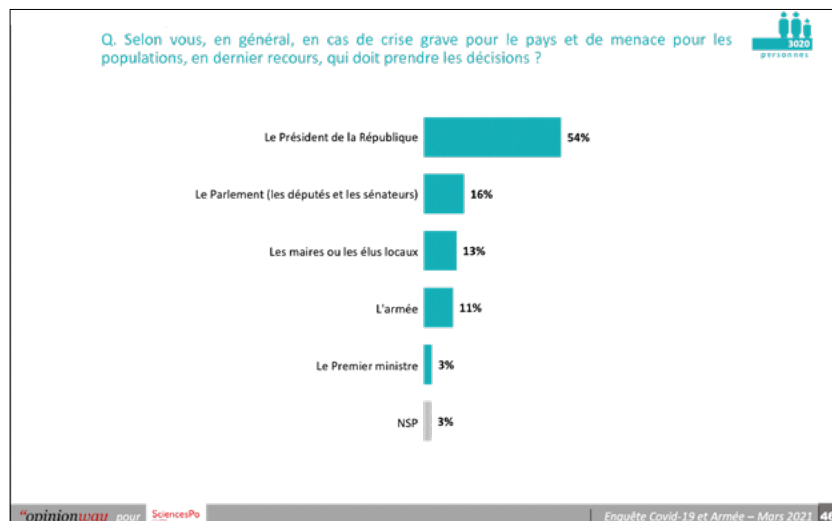
d'instruction des armées, et d'autre part au soutien logistique (sécurisation des dépôts de masques, transferts de patients, désinfection de locaux, transports de matériels). C'est du reste cette dernière qui a été la fonction majeure de l'investissement militaire alors engagé.

Une intériorisation de la centralisation du pouvoir par les Français

L'héritage majeur du régime politique inauguré par la V^e République est la centralisation du pouvoir autour de la figure du président de la République. Si cette centralisation est régulièrement critiquée, notamment par les partis les plus à gauche de l'échiquier politique, qu'en est-il de la représentation que la population se fait de la figure présidentielle dans le cadre de la crise sanitaire, et plus généralement en cas de crise majeure pour le pays ? Lorsque l'on interroge les Français sur l'institution qu'ils désignent comme étant la plus pertinente pour prendre des décisions face à cette situation, la majorité des Français désigne au premier chef le président de la République (54 %), renvoie les autres représentants politiques à des positions secondaires et n'envisage que peu une décentralisation des pouvoirs dans la gestion de crise. Ainsi seuls 16 % considèrent que cela devrait revenir au Parlement, 13 % aux maires et aux élus locaux. Le Premier ministre quant à lui n'est évoqué que par 3 % d'entre eux. On remarquera que la place accordée à l'armée se situe sur le même plan que les pouvoirs locaux (11 %), et très largement au-dessus de celle qui est accordée au Premier ministre. L'institution militaire fait donc partie des acteurs décisionnels jugés pertinents et légitimes par la majeure partie de la population.

Figure 12

Le responsable des décisions en cas de crise grave pour le pays (%)



La présidentialisation du pouvoir est profondément intériorisée par les Français et en cas de crise majeure, elle s'impose avec évidence dans les esprits. La très faible importance accordée au rôle du Premier ministre, donc du gouvernement, en est l'expression. Cette adhésion à la présidentialisation, qui suppose aussi une centralité du pouvoir, domine. Néanmoins, elle connaît des variations significatives, voire même certains clivages au sein de la population.

Tableau 7

État des clivages dans l'appréciation des rôles institutionnels en cas de crise majeure (%)

	Président	Parlement	Maires	Armée	Premier ministre
ENSEMBLE	54	16	13	11	3
18-24 ans	45	13	12	15	8
+ de 65 ans	56	22	13	6	2
Hommes	53	19	12	6	3
Femmes	54	13	14	14	3
CSP-	53	14	13	15	3
CSP+	53	16	11	12	4
LFI	38	28	18	9	6
EELV	56	20	13	8	3
PS	52	22	14	6	4
LREM	83	10	2	4	1
LR	58	15	14	10	3
RN	44	12	17	24	2

Le plus repérable est un clivage générationnel. La désignation du président de la République comme dernier recours en cas de crise majeure est toujours majoritaire et domine les réponses. Néanmoins, si une large majorité des 65 ans et plus (56 %) mentionne au premier chef le plus haut personnage de l'État, ils ne sont que 45 % dans ce cas parmi les 18-24 ans. Les jeunes sont plus nombreux à évoquer l'armée (15 % des 18-24 ans contre 6 % seulement des 65 ans et plus). L'Observatoire de la génération Z a montré que le capital de confiance de l'armée est très élevé dans les jeunes générations, et ce autant parmi les filles que parmi les garçons (respectivement 83 % et 81 %). Dans une période où la confiance des jeunes envers les institutions politiques et régaliennes est en crise – 80 % des jeunes expriment de la défiance envers les partis politiques, 60 % envers le gouvernement et 42 % envers la police –, l'armée échappe à cette critique et maintient une très bonne image auprès des jeunes¹⁵. Une

15. Anne Muxel, *L'Observatoire de la génération Z*, op. cit.

autre différence mérite d'être notée. Les femmes sont aussi plus nombreuses que les hommes à considérer l'armée comme un acteur décisionnaire à mobiliser en dernier recours en cas de crise grave : 14 % des femmes contre 9 % des hommes.

Autre clivage significatif, celui qui est lié au positionnement politique des individus. La proximité avec le parti de la majorité au pouvoir accentue le recours à la figure présidentielle. 83 % des sympathisants de LREM feraient confiance au président de la République en dernier recours (10 % au Parlement et 4 % à l'armée). À l'inverse, les sympathisants de LFI sont les plus nombreux à choisir la possibilité d'un recours au Parlement (28 %) ainsi qu'aux maires et élus locaux (18 %), et même à opter pour le Premier ministre (6 %). Ils se détournent davantage que les autres du recours présidentiel en cas de crise (38 %). C'est au sein de cette population que la possibilité d'un rééquilibrage entre la fonction présidentielle et le Parlement ou d'autres échelons intermédiaires de la représentation politique, s'exprime. Ce rééquilibrage correspond au souhait de transformation des institutions de la V^e République vers un régime parlementaire. On retrouve cette plus grande confiance envers le Parlement au-delà des seuls sympathisants LFI parmi les Français qui se situent à gauche. Parmi ceux qui se situent à droite elle apparaît toujours moindre au profit du président. Enfin, la position des sympathisants du RN est singulière, dans la mesure où près d'un quart d'entre eux (24 %) considèrent qu'il faudrait faire en dernier recours confiance à l'armée en cas de crise majeure (+20 points par rapport aux sympathisants de LREM, et +15 points par rapport à ceux de LFI).

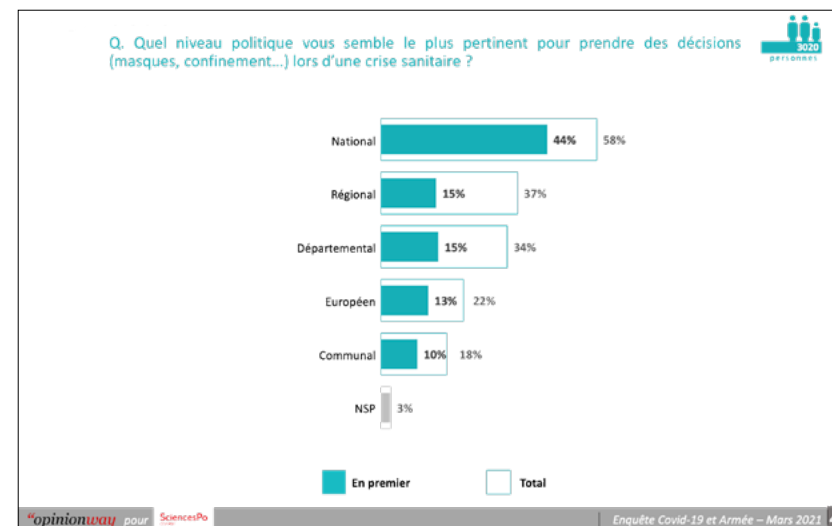
La figure présidentielle domine pour répondre en dernier recours à une crise grave pour le pays. C'est donc le niveau institutionnel jugé le plus pertinent par les Français, c'est aussi l'incarnation d'une personnalité. En tant que chef de l'État, le président est considéré comme ayant la responsabilité ultime pour assumer les décisions en cas de péril.

Présidentialisation et pouvoir central sont donc liés. C'est aussi ce qui ressort de l'appréciation laissée aux Français quant à l'échelle territoriale à laquelle il était le plus pertinent de prendre les décisions lors de la crise sanitaire. Il s'agit là moins

de mesurer leur appréciation des institutions de l'État en tant que telles, que de cerner leur représentation des bonnes échelles de gouvernance pour gérer spécifiquement la crise sanitaire.

Figure 13

Le niveau politique le plus à même de prendre des décisions lors d'une crise sanitaire (%)



Les réponses concernant les bonnes échelles de gouvernance sont révélatrices du niveau d'intériorisation de la centralisation du pouvoir à l'échelle nationale par les Français : 58 % des personnes interrogées citent le niveau national comme le plus pertinent pour prendre des décisions, loin devant les niveaux régional (37 %), départemental (34 %), européen (22 %) et communal (18 %).

On retrouve dans ces réponses un même clivage générationnel que précédemment. Les plus jeunes relativisent l'importance du niveau national (46 %) davantage que les plus âgés (64 % parmi les 50-64 ans et 58 % parmi les plus de 65 ans). Ces derniers sont plus enclins à privilégier les niveaux de gouvernance intermédiaires (régional 45 % et départemental 39 %), tandis que les jeunes accordent plus volontiers une importance au niveau

européen (27 % des 18-24 ans et 27 % des 25-34 ans contre 20 % des 65 ans et plus).

Cette appréciation des niveaux territoriaux de l'action publique connaît aussi des variations significatives selon les positionnements politiques. Les sympathisants de LFI accordent un peu moins d'importance au niveau national (51 % contre 58 % dans l'ensemble de l'échantillon) et évoquent plus volontiers les niveaux régionaux (43 %), départementaux (38 %) et communaux (24 %) comme les plus adaptés pour la gestion de la crise sanitaire (respectivement 37 %, 34 % et 18 % dans l'ensemble de l'échantillon). L'échelon national est en revanche privilégié par les sympathisants de LREM (79 % contre 58 % de l'ensemble des Français). Ces derniers sont aussi les plus nombreux (32 %) à considérer l'échelon européen du reste assez peu pris en considération par l'ensemble des Français (22 %). Cette relative minoration dans l'opinion de la place de l'Europe dans la mobilisation des pouvoirs publics dans la lutte contre la pandémie tient au manque de connaissance patent des actions de l'Union européenne (UE) non seulement dans cette crise sanitaire, mais bien au-delà. Néanmoins, cette relative distance ou méconnaissance n'empêche pas les Français d'admettre la nécessité d'une action concertée. Plus des deux tiers d'entre eux (68 %) considèrent que la France a besoin de ses partenaires de l'UE pour gérer la crise en cours. Du reste, la pandémie de Covid-19, alors même que les compétences de l'UE sur les questions sanitaires n'étaient pas développées, a suscité une coordination et une solidarité entre États membres, notamment au niveau économique et financier, qui ont de fait abouti à son renforcement¹⁶.

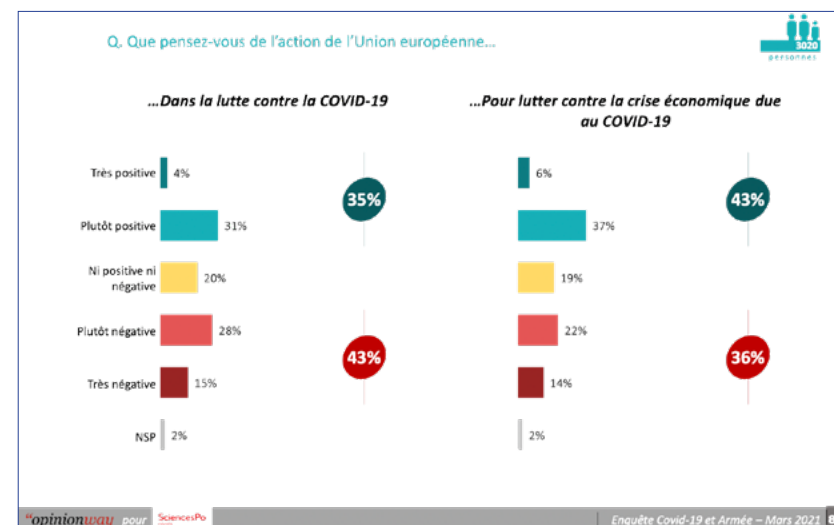
Le transport de patients de part et d'autre des frontières franco-allemandes et franco-suisse a certainement démontré l'importance de ces collaborations, même si le bilan de leur efficacité n'apparaît pas probant. Seuls 35 % des Français jugent l'action

16. Maxime Lefebvre, « L'Union européenne face au Covid-19. Entre résilience et non-compétence », dans Thierry de Montbrial et Dominique David (dir.), *Ramses 2022, op. cit.*, p. 82-85.

de l'UE dans la lutte contre la pandémie positive tandis que 43 % la jugent négative.

Figure 14

L'opinion sur l'action de l'Union européenne (%)



Pourtant l'action de l'UE a été consacrée à la lutte contre la Covid-19, et ce dans plusieurs domaines. Elle a notamment débloqué des fonds pour l'acquisition de matériels médicaux et pour la recherche sur les vaccins, elle a proposé une coordination des échanges de matériels médicaux ainsi qu'une aide au rapatriement des citoyens européens¹⁷. De fait, ces actions ont été moins médiatisées que celles qui, entreprises aux échelles nationales, ont fonctionné comme des outils de promotion de l'action des États. Il est à ce titre tout à fait possible que l'action de l'UE n'ait pas été perçue par les Français. Par ailleurs, le retour de l'échelle nationale dans la prise de décision pour la gestion de la crise, et notamment la fermeture des frontières nationales en

17. « L'action de l'Union européenne face au COVID », Centre d'information sur les institutions européennes, URL : <https://www.strasbourg-europe.eu/l'action-de-lunion-europeenne-face-au-covid-19/> [consulté le 11 mai 2022].

mars 2020, a pu aussi contribuer à minimiser les actions et politiques menées à l'échelon européen.

Le regard mitigé que portent les Français sur l'action européenne en cas de crise peut être opposé à leur positionnement sur la crise liée au conflit russo-ukrainien. Si, selon l'Eurobaromètre standard du printemps 2021¹⁸, 43 % des Français se disaient satisfaits des mesures prises par l'UE dans le cadre de la lutte contre la pandémie, ils sont en revanche, selon l'Eurobaromètre flash réalisé un an plus tard, en avril 2022¹⁹, 58 % à se déclarer satisfaits des mesures prises par celle-ci dans le cadre du conflit russo-ukrainien. La large médiatisation des actions européennes menées par le gouvernement français dans le cadre de la présidence française de l'UE a sans doute une incidence sur cet écart de perception.

Tableau 8

Différenciation de l'appréciation de l'action de l'UE selon l'âge et la proximité partisane (%)

	Action positive	Ni positive ni négative	Action négative
ENSEMBLE	35	20	43
18-24 ans	40	23	27
Plus de 65 ans	35	13	51
LFI	37	14	49
EELV	46	21	32
PS	47	13	40
LREM	70	12	18
LR	36	17	46
RN	23	17	60

Certaines différences d'appréciation peuvent cependant être repérées selon les générations. Les plus de 65 ans jugent plus sévèrement l'action de l'UE dans la lutte contre la Covid-19 que les

18. Commission européenne, *Eurobaromètre Standard 95, Printemps 2021, L'opinion publique dans l'Union européenne*, Terrain : juin-juillet 2021.

19. Commission européenne, *Flash Eurobarometer 506, EU's response to the war in Ukraine*, fieldwork April 2022.

plus jeunes (51 % contre 27 % des 18-24 ans). Par ailleurs, les sympathisants de partis dont les positions sont ouvertement plus hostiles aux politiques de l'UE, se montrent nettement plus critiques à l'endroit de l'action de celle-ci dans la gestion de la crise sanitaire. Un sympathisant sur deux de LFI (49 %) la jugent négativement, mais c'est parmi les sympathisants du RN que le jugement est le plus sévère (60 %). *A contrario*, ce sont les proches de LREM, les plus « européistes », qui la considèrent le plus positivement (70 %, soit deux fois plus que parmi l'ensemble des Français).

L'efficacité de son action est appréciée de façon plus positive (43 % soit 8 points de plus) lorsqu'elle concerne la lutte contre la crise économique due à la Covid-19.

Un jugement sévère sur l'efficacité des niveaux de responsabilité politique

Si la représentation dominante de l'échelle des actions jugées pertinentes par les Français pour la gestion d'une crise majeure se situe au niveau national, et si la présidentialisation de l'action publique transparaît dans leurs réponses, cela se retrouve-t-il dans la perception qu'ils ont de l'efficacité réelle de ce niveau d'intervention politique et des mesures concrètes déployées ? Les difficultés rencontrées par les systèmes de gestion de crise ont été documentées, soit par des analyses produites par l'administration française²⁰, soit par des travaux universitaires²¹. Plusieurs

20. *Rapport de la mission relative au contrôle qualité de la gestion de crise sanitaire*, établi par Richard Lizurey, général d'armée (2s), rappelé à l'activité et Amélie Puccinelli, inspectrice de l'administration, juin 2020, https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2020/11/mission_controle_qualite_de_la_gestion_de_crise_sanitaire_-_v14.pdf; *Les vulnérabilités d'approvisionnement en produits de santé*, Rapport IGAS n° 2021-058R/CGE n° 2021/07/CGE/SG/MA, par Thierry de Mazancourt et Robert Picard, membres du conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies, et Dominique Giorgi, membre de l'inspection générale des affaires sociales, décembre 2021, https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/cge/produits-sante.pdf.

21. Henri Bergeron et al., *Covid-19 : une crise organisationnelle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020.

d'entre eux mettent en évidence un manque de clarté dans la prise de décision, en ce qui concerne notamment le non-respect des organigrammes constitués dans les plans de gestion de crise, la création *ad hoc* d'organismes venant suppléer des structures existantes, ou encore la trop grande centralisation de la réponse gouvernementale²². Ces arguments ont certainement influencé la représentation d'une crise mal gérée par les autorités, alors que des critiques récurrentes adressées au gouvernement ont émergé dans le débat public sur la baisse du nombre de lits dans les hôpitaux ou sur la dépendance industrielle de la France pour la production de masques²³.

De fait, dans notre enquête, l'appréciation de l'action du gouvernement dans la gestion de la crise sanitaire est sévère, puisque 59 % des personnes interrogées en mars 2021 – soit un an après le début de la pandémie – la jugent mauvaise. Et parmi les 39 % de personnes qui la jugent positivement, seuls 6 % sont tout à fait convaincus de cette bonne gestion. Cette perception négative est encore plus forte dans les milieux populaires et les catégories socio-professionnelles des employés et des ouvriers (63 % contre 52 % parmi les catégories socio-professionnelles supérieures). La crise sanitaire a encore accentué les inégalités sociales et économiques, et le sentiment de vulnérabilité des catégories populaires a pu accentuer l'impression d'une mauvaise gestion de crise. C'est aussi au sein de cette catégorie de la population que l'on mesure une plus grande méfiance vis-à-vis des vaccins : seuls 35 % des personnes ayant un revenu inférieur à 2 000 euros souhaitent se faire vacciner en mars 2021, contre 53 % des personnes ayant un revenu supérieur à 2 000 euros. La réalité de cette différenciation sociale quant à l'évaluation de la politique sanitaire du gouvernement et de la défiance qui s'exprime à son endroit, n'efface pas l'ampleur du mécontentement dans la population. Même dans les catégories sociales plus aisées et privilégiées, le jugement négatif domine. Seuls les

22. *Rapport de la mission relative au contrôle qualité de la gestion de crise sanitaire*, op. cit.

23. *Les vulnérabilités d'approvisionnement en produits de santé*, op. cit.

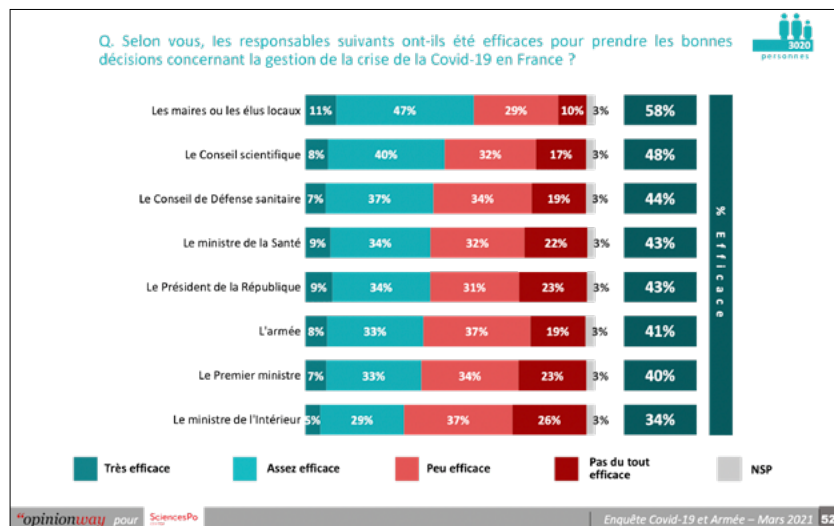
sympathisants du parti au pouvoir (LREM) font exception : 86 % d'entre eux considèrent l'action du gouvernement comme bonne (contre seulement 26 % des électeurs du RN et 29 % des électeurs de LFI).

Le président de la République et le Premier ministre sont jugés sévèrement pour le manque d'efficacité dans la gestion de la crise sanitaire. Plus d'un Français sur deux (54 %) considère que le président de la République n'a pas été efficace, et il en est de même pour le Premier ministre (57 %). Le ministre de l'Intérieur est le plus concerné par cette perception négative, puisque 63 % des personnes interrogées jugent son action pas ou peu efficace, dont un quart « pas du tout efficace », alors qu'un quart de la population (26 %) a été contrôlé au moins une fois par les forces de l'ordre en période de confinement ou de couvre-feu. Cette mauvaise appréciation ouvre une question de recherche intéressante sur la perception de la pertinence de l'action des forces de police et de gendarmerie pour faire respecter les mesures de restriction de liberté : l'action du ministre de l'Intérieur est-elle jugée inefficace du fait d'une opposition aux mesures elles-mêmes, d'une méconnaissance de ses attributions ou d'une perception réelle de l'inefficacité de son ministère²⁴ ? Le ministère de la Santé, en première ligne de la lutte contre la pandémie, n'échappe pas à ce mauvais bilan : 54 % des Français considèrent qu'il n'a pas été efficace pour prendre les bonnes décisions.

24. Pour quelques éléments de réponse, lire Angélique Palle, Lisa Carayon, Florian Opillard, François Delerue, Christelle Chidiac, « Policy making and liberty restrictions in the Covid-19 pandemic, the case of France », dans Nadav Morav (dir.), *Impacts of the Covid-19 pandemic*, Wiley, 2022.

Figure 15

L'efficacité des responsables politiques pour prendre les bonnes décisions (%)



Si, théoriquement en tout cas, et selon la conception qu'ils ont de l'action publique, les Français valorisent une certaine centralisation du pouvoir, dans les faits, au niveau des résultats concrets de la gestion de la crise sanitaire, ils jugent sévèrement l'action du pouvoir central. Le désir de centralisation de la population ne correspond donc pas au jugement qu'elle émet quant à la réalité de l'efficacité des décisions prises et des actions menées sur le terrain. Dans ce domaine, l'échelon local s'impose. Ce n'est plus au niveau central que le bilan est jugé efficace mais au niveau des maires et des actions locales. Nous l'avons vu précédemment, si une large majorité de Français (58 %) considère que la gestion d'une crise grave doit avoir lieu à l'échelon national, seuls quatre Français sur dix jugent que les figures du pouvoir central telles que le Premier ministre (40 %), le président de la République (43 %) ou le ministre de la Santé (43 %) ont été efficaces pour prendre les bonnes décisions face à la pandémie. En revanche, les maires et les élus locaux bénéficient d'une évaluation bien plus positive (58 %). On retrouve, dans cette valorisation des pouvoirs locaux, le primat de la confiance accordée aux maires

comparés aux autres acteurs et responsables politiques qui est habituellement constaté dans les enquêtes. Selon la dernière vague du Baromètre annuel de confiance politique du CEVIPOF, 63 % des Français font confiance à leur maire et au conseil municipal, mais seulement 45 % à l'Assemblée nationale, 38 % à l'institution présidentielle et 35 % au gouvernement²⁵.

La perception d'une efficacité des responsables locaux à prendre les bonnes décisions dans la gestion de la crise de la Covid-19 n'est pas sans paradoxes. En effet, la capacité de cet échelon à décider de mesures politiques ou sanitaires relatives à la pandémie a été faible au cours de la crise. Si certaines autorités locales ont pu, lorsqu'elles étaient confrontées à des *clusters* locaux, interdire, par exemple, les grands rassemblements ou décider la fermeture d'établissements scolaires en amont des mesures nationales équivalentes²⁶, la première phase de la crise a été marquée par une décision centralisée à l'échelle nationale ayant laissé peu de latitude à l'initiative des collectivités territoriales et des municipalités. Au moment où était effectuée l'enquête (mars 2021), la France commençait tout juste à mettre en place des mesures réellement différenciées selon les régions²⁷.

Le Conseil scientifique et le Conseil de défense sanitaire enregistrent des niveaux de confiance satisfaisants : respectivement 48 et 44 % des Français jugent leur action efficace. C'est un point à remarquer et qui peut surprendre, notamment en ce qui concerne le Conseil de défense sanitaire qui a été sous le feu des critiques en raison de la confidentialité des décisions qui y étaient discutées et entérinées. Cette confidentialité avait pu

25. Baromètre de confiance politique du CEVIPOF, vague 13, janvier 2022.

26. Mileva Boulestreau, Valentin Caro, Estelle Dantan, Yasmin Fernandez, Shirley Gasse, Célia Gourzones, Fanny Lange, Vincent Louis, Aurèle Pawlotsky et Laurene Pezron, « Les mesures locales d'aggravation de l'état d'urgence sanitaire », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 29 avril 2020, consulté le 11 mai 2022. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/9189> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.9189>.

27. Angélique Palle, Lisa Carayon, Florian Opillard, François Delerue, Christelle Chidiac, « Policy making and liberty restrictions in the Covid-19 pandemic, the case of France », *op. cit.*

donner l'impression que la gestion de cette crise contournait les institutions existantes pour traiter du risque pandémique, et que le débat démocratique sur les décisions liées à la restriction des libertés n'était pas engagé au Parlement. En revanche, le jugement sur l'efficacité du Conseil scientifique surprend moins, car il confirme une évolution observée par les travaux de sociologie politique menés dans le champ de l'expertise identifiant la reconfiguration de la figure de l'expert selon deux tendances ou fonctionnalités. D'une part, cette figure est sollicitée de manière croissante par les institutions publiques dans un besoin de légitimer leurs actions, alors que la multiplication des risques fait peser sur l'action publique la menace d'une absence de leur anticipation. D'autre part, cette démocratie technique suscite dans le même temps une utilisation citoyenne de l'expertise et une montée en compétences d'organismes de la société civile, capables d'évaluer les modes de gouvernance dans leurs dimensions les plus techniques²⁸. Ces deux mouvements, technicisation de l'expertise et démocratisation du savoir technique, contribuent à construire des formes de socialisation au débat public dans lesquels les citoyens se saisissent des problèmes et donc aussi des décisions pour y répondre. La connaissance du Conseil de défense sanitaire en est un exemple révélateur. Une large majorité des Français (70 %) connaît son existence et 44 % le jugent efficace, soit un niveau d'efficacité équivalent au jugement porté sur le ministre de la Santé ou sur le président de la République (43 % respectivement) et même un peu supérieur à celui qui concerne le gouvernement (40 %).

Enfin, en matière d'efficacité concrète, l'armée recueille une évaluation positive de la part de 40 % des personnes interrogées, soit à une place équivalente aux autres échelons décisionnels qui témoigne de sa reconnaissance et de sa légitimité dans l'opinion. Cela en fait, aux yeux des Français, un acteur à part entière de

28. Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Éditions du Seuil, 2001 ; Loïc Blondiaux et Yves Sintomer (dir.), *Démocratie et délibération*, dossier, *Politix*, 57, 2002 ; Caroline Delmas, *Sociologie politique de l'expertise*, Paris, La Découverte, 2011.

la gestion de crise, ce qui pourtant n'a rien d'évident. En effet, les contingents militaires mobilisés en permanence pour la gestion des crises, qu'elles soient environnementales, sanitaires ou technologiques, sont réduits et concentrés au sein des Unités militaires de la sécurité civile. Sous tutelle du ministère de l'Intérieur, les quelque 713 sapeurs sont régulièrement envoyés sur des terrains d'action à l'international ou sur le territoire national²⁹, mais leur visibilité est réduite et leur affiliation aux forces armées ne va pas nécessairement de soi pour les Français.

Cette évaluation des représentations comme des pratiques des différents acteurs et responsables décisionnaires dans la gestion de la crise sanitaire met en évidence quatre enseignements. Le premier, le plus connu et le mieux identifié, est l'importance de la défiance envers le pouvoir exécutif quant à ses capacités d'action dans ce type de situation. Le deuxième confirme la proximité des Français au pouvoir local, notamment municipal, et donc le crédit accordé à l'action politique de celui-ci. Le troisième révèle le hiatus entre, d'une part, les représentations en matière d'action publique qui privilégient le niveau national et la centralité du pouvoir exécutif et, d'autre part, les pratiques concrètes dont l'efficacité est appréciée d'abord au niveau local des collectivités territoriales. Il existe une tension dans la perception que les Français ont de l'action politique entre, d'un côté, une demande toujours présente de verticalité du pouvoir et, de l'autre, une aspiration à davantage d'horizontalité et de proximité. Enfin, le dernier enseignement et non des moindres, concerne la place prise par l'expertise scientifique qui est devenue à l'occasion de cette crise un acteur décisionnel de premier plan. Celle-ci est désormais bien identifiée et reconnue dans ce domaine de l'urgence par les Français. S'y ajoute le rôle des armées dont les compétences spécifiques ne sont pas étrangères au renforcement de la considération de leur expertise en matière de gestion de crise.

29. François Trucy, *Rapport d'information du Sénat*, au nom de la commission des finances sur « Les moyens de la sécurité civile, l'exemple de l'unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n° 7 (UIISC7) », 9 juillet 2014.

Un pouvoir politique de plus en plus concurrencé par la tentation d'un pouvoir militaire

Les armées rassurent, les politiques inquiètent. Mais au fond comment s'organise dans l'esprit des Français la balance entre les pouvoirs politique et militaire en cas de chaos et de péril majeur pour le pays ? Sur ce point ils se montrent assez partagés. Si la pandémie devenait incontrôlable, une majorité (53 %) ferait d'abord confiance au pouvoir politique pour régler la situation tandis que 43 % accorderaient davantage leur confiance au pouvoir militaire. Cette dernière apparaît plus marquée encore au sein de la population féminine (48 % contre seulement 35 % des hommes). À la fois plus inquiètes sur la situation et plus défiantes à l'égard des institutions politiques, les femmes reconnaissent à l'institution militaire de plus grandes capacités pour relever les défis d'une crise majeure pour le pays. En revanche, la propension à choisir le pouvoir militaire apparaît plus en retrait au sein des segments âgés de la population (seuls 35 % des 65 ans et plus y seraient favorables).

Ce départage de la population obéit aussi à des logiques politiques. Une affiliation au camp de la droite est toujours plus favorable au recours à l'armée tandis qu'une affiliation à la gauche y est nettement moins favorable, privilégiant la sphère d'intervention du politique. C'est le cas de 52 % des sympathisants des LR et de 67 % de ceux du RN. Mais cela concerne aussi 47 % des personnes interrogées sans affiliation partisane.

Tableau 9

Confiance dans le pouvoir politique ou dans le pouvoir militaire en cas de crise incontrôlable (%)

	Confiance dans le pouvoir politique	Confiance dans le pouvoir militaire
ENSEMBLE	42	53
18-24 ans	46	44
+ de 65 ans	61	35
Hommes	59	35
Femmes	48	48
CSP -	46	49
CSP +	59	36
LFI	63	32
EELV	68	31
PS	73	24
LREM	83	17
LR	48	52
RN	32	67
Sans préférence partisane	47	47

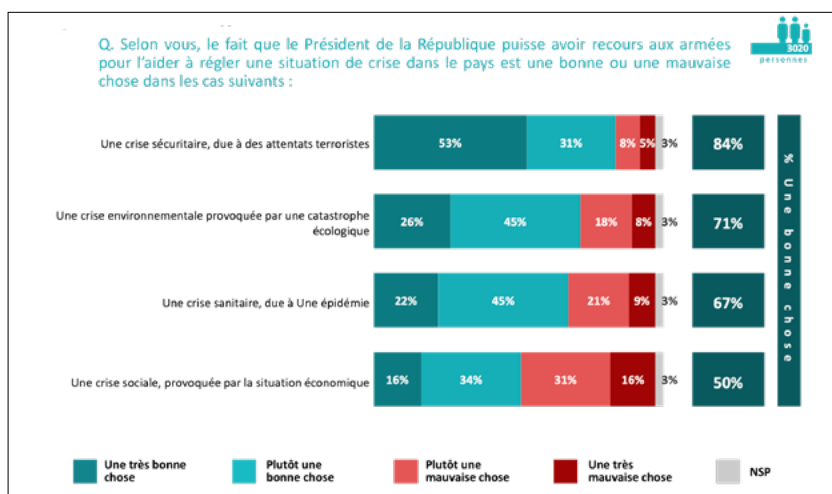
Selon les types de crises, la légitimité du recours aux armées par le président de la République n'est pas considérée avec la même évidence. Une série d'entretiens effectués auprès des officiers français engagés par les armées dans l'appui aux autorités civiles pour la gestion de la pandémie, indique que les militaires se définissent comme des experts de la gestion de crise mais admettent leur position d'obéissance au pouvoir politique³⁰. Ils véhiculent l'image de leur position de « dernier recours » et n'interviennent, à la demande du pouvoir politique, que lorsque « les moyens dont dispose l'autorité civile sont estimés inexistantes,

30. Florian Opillard, Angélique Palle et Léa Michelis, « Discourse and Strategic Use of the Military in France and Europe in the COVID-19 Crisis », *Tijdschrift Voor Economische En Sociale Geografie*, 111:3, juillet 2020, p. 239-259, <https://doi.org/10.1111/tesg.12451>.

insuffisants, inadaptés ou indisponibles³¹ ». Dans leurs discours, les militaires justifient ce recours par leurs capacités d'anticipation et de résistance physique. S'y ajoutent des compétences techniques et une solidité morale qui assurent l'efficacité de leur action et qui peuvent rassurer. Cette maîtrise est reconnue par la population et peut même entraîner une proportion significative de Français, plus du quart (27 %), à considérer que le pays serait mieux gouverné par des militaires que par des pouvoirs civils³². Nous l'avons déjà évoqué, et cela trouve toute sa cohérence en référence aux situations de crise pouvant dépasser le pouvoir politique.

Figure 16

L'opinion sur l'utilisation de l'armée par le président pour régler une situation de crise (%)



31. Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, *Instruction interministérielle relative à l'engagement des armées sur le territoire national lorsqu'elles interviennent sur réquisition de l'autorité civile*, N°10100/SGDSN/PSE/PSN/NP, 14 novembre 2017.

32. Opinion Way pour Sciences Po (CEVIPOF), « La démocratie au risque de la tentation identitaire », Baromètre de la confiance politique, vague 13, janvier 2022.

L'emploi de l'armée par le pouvoir politique dans la gestion des crises est largement admis et reconnu comme légitime. Mais selon la nature des crises, cette légitimité connaît des variations significatives. Dans le cas d'une crise sécuritaire en lien avec des attaques terroristes, elle est plébiscitée : 84 % des Français considèrent que le fait que le président de la République puisse avoir recours aux armées dans ce cas est une bonne chose (dont 53 % une très bonne chose). Ils sont également 71 % à considérer que l'emploi des armées par le pouvoir présidentiel est une bonne chose dans le cas d'une crise environnementale. Mais, bien que largement majoritaire, comparativement c'est moins affirmé (67 %) dans le cas d'une crise sanitaire. Cela mérite d'être noté. Enfin, la légitimité du recours aux militaires reste élevée (50 %) dans le cas d'une crise sociale provoquée par la situation économique, mais elle apparaît de fait plus faible que dans le cas des autres types de crises. Les femmes y sont plus favorables que les hommes (55 % contre 46 %), ainsi que les sympathisants de droite (61 % des sympathisants LR et 64 % des proches du RN) mais aussi des sympathisants de LREM (61 %, soit +11 points que dans l'ensemble de la population). À gauche, quelle que soit la proximité partisane, l'assentiment à l'intervention des armées dans un contexte de crise sociale est toujours minoritaire (37 % des proches de LFI, 36 % des proches d'EELV et 46 % des sympathisants du PS).

De fait, l'intervention des militaires dans un contexte de crise sociale n'est pas comprise dans le cadre juridique de l'emploi des forces armées, sauf lorsque le président de la République déclare l'état de siège. Par ailleurs, depuis la démilitarisation du maintien de l'ordre au début du XX^e siècle, aucune intervention militaire en cas de crise sociale n'a eu lieu. Comme le précise le sociologue François Dieu, la tendance historique de la police en matière d'ordre public est plutôt celle d'une institutionnalisation et d'une pacification que celle d'une militarisation, « à l'origine de la constitution d'une troisième force en charge des attroupements et manifestations se trouve, en effet, le postulat selon lequel le maintien de l'ordre requiert l'engagement de forces mobiles disponibles en permanence, pouvant être en mesure de

rétablir efficacement l'ordre sans pour autant transformer les rues en champs de bataille³³ ». La création des forces de la Garde républicaine mobile en 1921 témoigne d'une pacification des stratégies de gestion des foules par les forces militaires, auxquelles viendront s'ajouter les Compagnies républicaines de sécurité (CRS) au sortir de la Seconde Guerre mondiale³⁴. Cette dualité du maintien de l'ordre est caractéristique du système français, que le récent rattachement des forces de gendarmerie au sein du ministère de l'Intérieur tend à transformer. Les forces de gendarmerie françaises demeurent sous statut militaire et sont régulièrement mobilisées pour des opérations extérieures en plus de leurs missions sur le territoire national, elles représentent donc une forme hybride entre police et armée sur le territoire national.

En 2018, en pleine crise des Gilets jaunes, l'épisode médiatique et politique qu'a soulevé la proposition de l'emploi des forces armées de l'opération Sentinelle pour sécuriser des bâtiments est un bon exemple du caractère sensible et politiquement problématique de l'emploi de l'armée sur le territoire national dans ce type de situation. Le tollé politique, l'emballement des commentateurs, tout comme les prises de position officielles de certains responsables militaires³⁵, ont bien montré le caractère sensible d'un emploi sécuritaire sur le territoire national de l'armée qui se doit à d'autres missions.

33. François Dieu, « Gendarmerie », *Res Militaris*, hors-série « Gendarmerie », 2019, p. 11.

34. Fabien Jobard et Olivier Fillieule, *Politiques du désordre : police et manifestations en France*, Paris, Éditions du Seuil, 2020.

35. *L'Express*, « Gilets Jaunes acte 19 : le gouverneur militaire n'exclut pas l'ouverture du feu », 22 mars 2019, URL : https://www.lexpress.fr/actualite/societe/gilets-jaunes-acte-19-le-gouverneur-militaire-n-exclut-pas-l-ouverture-du-feu_2068780.html [consulté le 12 mai 2022].

CONCLUSION

Les armées bénéficient d'un capital de confiance élevé qui les situe dans le classement de tête des institutions les plus appréciées par les Français. Dans un contexte où la défiance institutionnelle et le pessimisme sont majeurs, cette exceptionnalité militaire mérite d'être relevée. Le nouveau profil des armées, défini par la reconnaissance des missions plus diversifiées qui leur sont dévolues, fait globalement l'objet d'un soutien de la part des Français. L'extension des fonctions militaires, particulièrement dans le domaine de la lutte contre la pandémie de Covid-19, a rencontré un intérêt dans la population, lié à la reconnaissance de son efficacité. Le lien entre une armée augmentée et une nation fragilisée s'est trouvé ainsi renforcé. Néanmoins, confiance ne veut pas dire connaissance et maîtrise des enjeux de défense nationale. Les armées sont confrontées à la nécessité de renforcer la visibilité de leurs actions pour s'assurer de la pérennité du soutien qu'elles peuvent escompter de la part des populations mais aussi, et surtout, du pouvoir politique.

L'opération Résilience a permis de concrétiser et de rendre visible l'engagement de l'État au plus haut niveau régalien, celui de la mobilisation militaire, notamment pour signifier le caractère exceptionnel de la crise sanitaire à laquelle le pays était confronté. Les moyens déployés et les actions concrètes des militaires auront été limités. Néanmoins, leur engagement auprès de la population, notamment dans le cadre des missions médicales lors du transport des malades, aura été l'occasion de confirmer leur fiabilité. Certes avec des nuances dans l'opinion, notre étude montre que les armées sont reconnues légitimes pour pallier les insuffisances, voire les déficiences, des moyens publics, cela sur tous les fronts, guerriers, mais aussi sanitaires, environnementaux ou encore sécuritaires. Une proportion significative de la population française (43 %) va même jusqu'à accorder plus de confiance au pouvoir militaire qu'au pouvoir politique en matière de décision pour faire face à des crises majeures devenues incontrôlables. Dans un contexte

d'inquiétude diffuse en raison de la succession de crises multiples exposant les populations à des risques demandant de fortes capacités d'adaptation et d'anticipation, la réponse des armées offre des ressources sur lesquelles le pouvoir civil peut s'appuyer, à condition que leurs moyens soient assurés et sans que soient remises en cause leurs capacités d'engagements dans des opérations extérieures en zones de conflit. Avec la guerre en Ukraine et l'évolution rapide du contexte géopolitique international, la question du réarmement des armées européennes rappelle cette nécessité¹. Les armées sont donc plus que jamais engagées sur de multiples fronts, une réalité qui est perçue par l'opinion et vis-à-vis de laquelle les attentes de cette dernière sont fortes. S'il est encore trop tôt pour déterminer la place qu'occupera dans les mois qui viennent l'actualité de la pandémie et les menaces qu'elle suscite, on sait d'ores et déjà que la guerre en Ukraine ne sera pas sans incidence économique, sociale, politique, et bien sûr militaire, dans l'ensemble des pays européens, dont la France, et bien au-delà.

Cette étude confirme la défiance, mais aussi les ambiguïtés des Français vis-à-vis de la question du pouvoir. Ils peuvent céder à la tentation du localisme face à la centralisation et aussi exprimer une demande d'autorité et de verticalité envers les instances régaliennes de l'État. Dans cet espace d'attentes, et dans leurs interactions avec le pouvoir civil, les armées occupent une place singulière et peut-être renouvelée. La crise sanitaire et l'opération Résilience ont été l'occasion d'en mesurer l'importance dans un contexte pacifié. Les crises en cours et à venir engendrées par la guerre en Ukraine, avec les risques de déstabilisation multiples encourus par les populations, mettront sans nul doute ces interactions sur le devant de la scène mais dans un contexte guerrier.

1. Se reporter au discours posté le 4 mai 2022 par le chef d'état-major des armées, Thierry Burkhard, sur la guerre de haute intensité de retour en Europe : « Ce que nous apprend la guerre en Ukraine c'est que nous avons changé d'époque, d'échelle et d'enjeux. Chacun doit faire le nécessaire pour s'y préparer. Le moment venu, nous n'aurons pas le droit de ne pas être au rendez-vous. »

L'ARMÉE, LES FRANÇAIS ET LA CRISE SANITAIRE

UNE ENQUÊTE INÉDITE

DR1 (CNRS) Anne Muxel, Dr Florian Opillard
et Dr Angélique Palle

L'opération Résilience déclenchée par le président de la République dès le début de la pandémie de Covid-19 confirme la relative évidence avec laquelle le pouvoir civil saisit désormais le personnel militaire en soutien de son action. Cela va-t-il de soi pour les populations ? Qu'en pensent les Français ? Quelle légitimité reconnaissent-ils au pouvoir politique et au pouvoir militaire dans cette situation d'exception ?

C'est un aspect peu analysé de la façon dont la crise sanitaire a été traitée par les autorités politiques et sanitaires et vécue par les populations, non seulement dans ses moments les plus intenses (printemps 2020), mais aussi dans ses temps de relative accalmie (été 2020, printemps 2021), que cette étude entend présenter. Elle expose les résultats d'une enquête inédite menée auprès d'un échantillon représentatif de la population française sur la perception du rôle et de la mobilisation des armées dans la crise sanitaire. Elle renseigne sur la façon dont se répartit pour l'opinion publique l'équilibre des pouvoirs, des décisions et des compétences entre les pouvoirs civil et militaire lors des crises non conventionnelles. Plus largement, les données recueillies permettent de revisiter le lien des Français à leurs armées, l'image qu'ils en ont, et de cerner l'évolution de leurs attentes en matière de sécurité et de protection. Enfin, l'enquête rend compte de l'état d'esprit des Français confrontés au fléau de la pandémie, aux restrictions imposées et aux inquiétudes que cette crise inédite a pu occasionner.

ÉTUDE – n° 95